

BANQUE HSBC CANADA
RAPPORT INTERMÉDIAIRE – DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

- Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 191 millions de \$CA pour le trimestre clos le 30 juin 2011, en hausse de 7,3 % par rapport à celui de la même période de 2010.
- Le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 333 millions de \$CA pour le semestre clos le 30 juin 2011, ce qui représente 7,1 % de plus qu'il y a un an.
- Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi respectivement à 21,3 % et 19,0 % pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, comparativement à 21,6 % et 18,9 %, respectivement, pour les mêmes périodes de 2010.
- Le ratio d'efficience a été de 50,9 % pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et de 54,0 % pour le semestre clos à cette même date, contre 48,7 % et 50,3 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2010.
- Au 30 juin 2011, le total des actifs s'élevait à 81,5 milliards de \$CA, comparativement à 79,1 milliards de \$CA au 30 juin 2010.
- Au 30 juin 2011, le total des actifs sous administration s'élevait à 32,3 milliards de \$CA, en regard de 29,4 milliards de \$CA au 30 juin 2010.
- Le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio de capital total s'établissaient respectivement à 13,3 % et 16,0 % au 30 juin 2011, comparativement à 13,0 % et 15,6 %, respectivement, au 30 juin 2010.

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2011

Table des matières

- Rapport de gestion
 - Faits saillants financiers
 - Analyse des résultats financiers
 - Mesures non conformes aux IFRS
 - Revue des résultats par groupes de clients
 - Gestion des risques
 - Transition aux Normes internationales d'information financière
 - Principales méthodes comptables et estimations comptables critiques
 - Autres renseignements
- États financiers consolidés (non audité)
- Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité)

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des renseignements prospectifs, dont des énoncés concernant les activités de la Banque HSBC Canada et les actions qu'elle devrait poser. Ces énoncés peuvent être reconnus par le fait qu'ils ne sont pas formellement liés à des faits passés ou actuels. En outre, ils comportent souvent des mots ou des expressions comme « s'attendre à », « estimer », « prévoir », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier », « être d'avis que » et d'autres mots ou expressions similaires dans le cadre de l'analyse du rendement financier ou opérationnel futur. Ces énoncés faisant l'objet d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, les résultats réels pourraient différer des résultats prévus. Parmi les facteurs qui pourraient causer ces différences figurent de nouvelles normes réglementaires, des modifications législatives, des changements d'ordre technologique, l'évolution des marchés financiers internationaux, des modifications dans les politiques monétaires et économiques des gouvernements, les fluctuations des taux d'intérêt, l'inflation et les conditions économiques générales dans les régions où la Banque HSBC Canada est présente. De plus, l'industrie bancaire canadienne étant un milieu très concurrentiel, les pressions exercées sur la marge nette d'intérêts de la banque peuvent être dues aux seules mesures prises individuellement par des banques ou d'autres institutions financières. Les fluctuations économiques peuvent également influencer sur les marchés boursiers et des changes et, par conséquent, sur les produits de la banque. La liste de facteurs énumérés ci-dessus n'est pas exhaustive et d'autres incertitudes et facteurs de risque éventuels pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière et les résultats de la banque. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document n'est valable qu'à la date de ce dernier. La banque n'est nullement tenue, et rejette expressément une telle obligation, de mettre à jour ou de modifier les énoncés prospectifs et les hypothèses, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige.

Rapport de gestion du deuxième trimestre de 2011

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme étant le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ». Le rapport de gestion de la banque pour le deuxième trimestre de 2011 est en date du 28 juillet 2011.

La banque établit ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), normes qu'elle a adoptées le 1^{er} janvier 2011. Les renseignements figurant dans ce rapport de gestion sont tirés des états financiers consolidés non audités ou de l'information qui a servi à les préparer. L'abréviation « \$CA » désigne le dollar canadien. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars. Avant l'adoption des IFRS, les états financiers de la banque étaient établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Les montants des périodes antérieures ont été retraités en fonction des IFRS et certains montants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. L'adoption des IFRS est décrite plus en détail dans la section « Transition aux Normes internationales d'information financière » de ce rapport de gestion ainsi que dans les notes 1 et 16 afférentes aux états financiers consolidés ci-joints.

Faits saillants financiers

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011	30 juin 2010	31 mars 2011	30 juin 2011	30 juin 2010
Pour la période (millions de \$CA)					
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	619	690	630	1 249	1 303
Bénéfice avant la charge d'impôt	274	282	223	497	506
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	191	178	142	333	311
À la fin de la période (millions de \$CA)					
Capitaux propres	4 637	4 404	4 414		
Actifs pondérés en fonction des risques ¹	34 633	35 963	33 531		
Prêts et avances à des clients (déduction faite des comptes de correction de valeur)	45 548	50 016	45 959		
Comptes des clients	45 522	44 140	44 252		
Ratios de capital (%)¹					
Capital de catégorie 1	13,3	13,0	13,4		
Capital total	16,0	15,6	16,2		
Ratios de rendement (%)²					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires ..	21,3	21,6	16,6	19,0	18,9
Rendement après impôt de la moyenne du total des actifs	0,92	0,88	0,72	0,82	0,77
Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2,2	2,0	1,7	2,0	1,7
Ratio de couverture du crédit (%)					
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage du total du résultat opérationnel	5,0	10,4	7,8	6,4	10,8
Charges de dépréciation liées aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant brut des avances et acceptations à des clients	0,2	0,5	0,4	0,3	0,5
Total des comptes de correction de valeur en pourcentage du total des prêts douteux et acceptations à la fin de la période	68,3	63,8	69,9	68,3	63,8
Ratios d'efficacité et de la composition des produits (%)²					
Ratio d'efficacité	50,9	48,7	57,0	54,0	50,3
Ratio d'efficacité ajusté	47,9	46,0	53,7	50,8	47,0
En pourcentage du total du résultat opérationnel :					
- Produits d'intérêts nets	63,0	59,4	60,6	61,8	61,7
- Produits de commissions nets	26,2	22,9	25,9	26,0	23,3
- Produits de négociation nets	5,8	8,8	5,9	5,8	7,4
Ratios financiers (%)²					
Ratio des avances à des clients aux comptes des clients	100,1	113,3	103,9		
Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs	5,4	5,3	5,5		
Total des actifs sous administration (millions de \$CA)					
Fonds sous gestion	31 261	27 890	32 057		
Biens en garde	1 039	1 508	1 128		
Total des actifs sous administration	32 300	29 398	33 185		

1 Calculés selon les lignes directrices énoncées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle. Les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios au 30 juin 2010 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'incidence de l'adoption des IFRS le 1^{er} janvier 2011.

2 Il s'agit de montants ou de mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à l'analyse traitant du recours à des mesures non conformes aux IFRS dans ce document, sous la rubrique « Mesures conformes et non conformes aux IFRS paraissant dans ce rapport de gestion », à la page 8.

Analyse des résultats financiers

Aperçu

La Banque HSBC Canada a enregistré un bénéfice de 208 millions de \$CA au deuxième trimestre de 2011, ce qui traduit une progression de 8 millions de \$CA, ou 4,0 %, par rapport au bénéfice de 200 millions de \$CA dégagé dans la même période de 2010 et une augmentation de 48 millions de \$CA, ou 30 %, comparativement à celui du premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, le bénéfice a été de 368 millions de \$CA, en hausse de 14 millions de \$CA, ou 4,0 %, en regard du bénéfice de 354 millions de \$CA inscrit dans le semestre correspondant de 2010. Un bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires de 191 millions de \$CA et 333 millions de \$CA, respectivement, a été constaté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011, ce qui représente des hausses respectives de 13 millions de \$CA, ou 7,3 %, et de 22 millions de \$CA, ou 7,1 %, en regard des montants inscrits à ce chapitre il y a un an et 49 millions de \$CA, ou 34,5 % de plus en regard du premier trimestre de 2011. L'amélioration du bénéfice en 2011 a découlé essentiellement du recul des charges de dépréciation liées aux prêts et de la montée des produits de commissions, ce qui a été atténué par la diminution des produits d'intérêts nets et par l'augmentation des charges opérationnelles.

Commentant les résultats, Lindsay Gordon, président et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a déclaré :

« Grâce à la force des secteurs fondamentaux de la Banque HSBC Canada, à la diminution des charges de dépréciation liées aux prêts et à l'essor des produits de commissions, nous avons continué de générer d'autres bons résultats opérationnels au deuxième trimestre. Nous avons misé encore une fois sur les capacités mondiales auxquelles le Groupe HSBC nous donne accès pour mieux répondre aux besoins de nos clients et maintenir une bonne capitalisation et de solides liquidités. »

Analyse des résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2011

Les *produits d'intérêts nets* du deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 390 millions de \$CA, soit une diminution de 20 millions de \$CA, ou 4,9 %, eu égard aux 410 millions de \$CA inscrits pour la période correspondante de 2010, mais une hausse de 8 millions de \$CA par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les produits d'intérêts nets ont totalisé 772 millions de \$CA, contre 804 millions de \$CA un an plus tôt, accusant ainsi une baisse de 32 millions de \$CA, ou 4,0 %. Leur recul, en regard de la période correspondante de 2010, est essentiellement attribuable au repli des volumes de prêts, repli lui-même imputable à la réduction des emprunts par les entreprises et des créances du crédit à la consommation, ainsi qu'à la contraction des marges sur les dépôts qu'ont entraînée les pressions de la concurrence. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence favorable des hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada, lesquelles ont influé sur les actifs de la banque dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel.

Produits de commissions nets. Les composantes des produits de commissions nets sont les suivantes :

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011	30 juin 2010	31 mars 2011	30 juin 2011	30 juin 2010
Produits de commissions					
Facilités de crédit	56	51	52	108	97
Fonds sous gestion	42	36	40	82	68
Services relatifs aux comptes	22	23	21	43	45
Commissions de courtage	17	17	22	39	37
Cartes de crédit	13	11	11	24	21
Financement des entreprises	10	9	9	19	22
Assurance	5	11	6	11	17
Services de paiement	6	5	5	11	9
Financement commercial des importations et des exportations	2	3	4	6	5
Commissions de fiduciaire	1	1	1	2	3
Autres	9	14	12	21	23
Produits de commissions	183	181	183	366	347
Moins les charges de commissions	(21)	(23)	(20)	(41)	(43)
Produits de commissions nets	162	158	163	325	304

Les *produits de commissions nets* se sont élevés à 162 millions de \$CA au deuxième trimestre de 2011, contre 158 millions de \$CA à la même période de 2010, affichant ainsi une hausse de 4 millions de \$CA, ou 2,5 %, mais ont reculé de 1 million de \$CA par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les produits de commissions nets ont totalisé 325 millions de \$CA, en regard de 304 millions de \$CA pour le semestre correspondant de 2010, ce qui constitue une amélioration de 21 millions de \$CA, ou 6,9 %. Ces hausses, en regard des périodes correspondantes de 2010, ont résulté essentiellement de la montée des commissions liées aux facilités de crédit et aux fonds sous gestion, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des produits générés par l'assurance crédit.

Analyse des résultats financiers (suite)

Les **produits de négociation nets** du deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 36 millions de \$CA, comparativement à 61 millions de \$CA au même trimestre de 2010, accusant ainsi une baisse de 25 millions de \$CA, ou 41 %, et ont reculé de 1 million de \$CA par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les produits de négociation nets ont été de 73 millions de \$CA, contre 97 millions de \$CA pour le semestre correspondant de 2010, ce qui représente une diminution de 24 millions de \$CA, ou 24,7 %. Le principal facteur à l'origine des baisses survenues par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent a été la constatation, au deuxième trimestre de 2010, d'un recouvrement de 21 millions de \$CA de pertes qui avaient déjà été inscrites à la cession de la quasi-totalité du portefeuille de papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») non bancaire canadien de la banque.

Profit (perte) net(te) lié(e) aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur. La banque constate à la juste valeur certaines débetures subordonnées, certains dépôts ainsi que certains passifs. Les écarts de taux ont encore rétréci durant le deuxième trimestre de 2011, causant ainsi une hausse de la juste valeur de ces soldes et une réduction du bénéfice. Cependant, ce facteur a été plus qu'annulé par un profit sur la couverture économique du risque de taux d'intérêt inhérent à la dette, ce qui a donné lieu à un profit net de 2 millions de \$CA pour la période, comparativement à un profit de 13 millions de \$CA pour le trimestre correspondant de 2010. En comparaison, le rétrécissement des écarts de taux a entraîné une perte de 8 millions de \$CA au premier trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice 2011 et en raison surtout de la contraction des écarts de taux, une perte de 6 millions de \$CA liée aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur a été subie, alors qu'un profit de 5 millions de \$CA avait été constaté pour les six mois correspondants de 2010.

Les **profits diminués des pertes liés aux placements financiers** du deuxième trimestre de 2011 se sont établis à 4 millions de \$CA, contre 5 millions de \$CA un an plus tôt et 16 millions de \$CA au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, ces profits ont totalisé 20 millions de \$CA, en regard de 8 millions de \$CA pour le semestre correspondant de 2010, ce qui traduit une amélioration de 12 millions de \$CA, ou 150 %. Cette amélioration par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent a résulté des profits enregistrés au premier trimestre de 2011 à la cession du portefeuille d'actions préférentielles disponibles à la vente de la banque ainsi que des profits plus élevés générés par la vente de certaines obligations gouvernementales et de certains titres de créance bancaires au cours des premier et deuxième trimestres de 2011.

Les **autres produits opérationnels** du deuxième trimestre de 2011 se sont chiffrés à 25 millions de \$CA, en regard de 43 millions de \$CA pour la même période de 2010, en baisse de 18 millions de \$CA, ou 41,9 %, et ont reculé de 15 millions de \$CA, ou 37,5 % par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les autres produits opérationnels se sont établis à 65 millions de \$CA, contre 85 millions de \$CA pour le semestre correspondant de 2010, pour un recul de 20 millions de \$CA, ou 23,5 %. Leur diminution est essentiellement imputable à une charge de 17 millions de \$CA qui a été constatée dans le trimestre à l'étude en raison de la baisse de la juste valeur de certains immeubles de placement.

Des **charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit** de 31 millions de \$CA ont été inscrites au deuxième trimestre de 2011, contre 72 millions de \$CA pour la même période de 2010, ce qui dénote une baisse de 41 millions de \$CA, ou 56,9 %, et un recul de 18 millions de \$CA, ou 36,7 % comparativement au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit ont été de 80 millions de \$CA, en regard de 141 millions de \$CA un an plus tôt, affichant ainsi une réduction de 61 millions de \$CA, ou 43,3 %. Le recul, de 2010 à 2011, des charges de dépréciation liées aux prêts a découlé du volume moins important du portefeuille de prêts aux entreprises, des niveaux moins élevés des charges de dépréciation évaluées individuellement, et ce, surtout dans les secteurs de l'énergie, de la vente en gros et de la vente au détail, ainsi que d'une reprise des provisions pour dépréciation évaluées collectivement et établies à l'égard des portefeuilles de services bancaires de détail, des services aux entreprises et du crédit à la consommation par suite de l'amélioration de la qualité du crédit et du recul des volumes de prêts.

Le **total des charges opérationnelles** du deuxième trimestre de 2011 s'est élevé à 315 millions de \$CA, comparativement à 336 millions de \$CA pour la période correspondante de 2010, ce qui signale une baisse de 21 millions de \$CA, ou 6,3 %, et s'est replié de 44 millions de \$CA, ou 12,3 %, par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, le total des charges opérationnelles a été de 674 millions de \$CA, contre 656 millions de \$CA un an plus tôt, pour une hausse de 18 millions de \$CA, ou 2,7 %. La rémunération et les avantages du personnel ont augmenté de 18 millions de \$CA pendant le deuxième trimestre et de 46 millions de \$CA durant le semestre en regard des périodes correspondantes de 2010 en raison notamment de l'accroissement des charges au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite par suite des améliorations apportées à certains régimes de retraite de la banque ainsi que de la hausse des charges de commissions en raison de produits de commissions plus élevés, de la majoration des salaires du personnel à temps plein et des coûts de restructuration associés à certaines initiatives axées sur l'efficacité. Les coûts liés à la rémunération et aux avantages du personnel sont demeurés inchangés par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Les charges générales et administratives ont reculé de 46 millions de \$CA au cours du trimestre et de 36 millions de \$CA durant le semestre principalement grâce à un recouvrement, auprès

Analyse des résultats financiers (suite)

d'une société affiliée du Groupe HSBC, de commissions relatives à des exercices antérieurs s'élevant à 47 millions de dollars. L'amortissement et la dépréciation des immobilisations incorporelles ont augmenté de 8 millions de \$CA et de 9 millions de \$CA dans le trimestre et le semestre à l'étude, respectivement, comparativement aux mêmes périodes en 2010, et ont progressé de 10 millions de \$CA par rapport au premier trimestre de 2011, en raison de la radiation de certains coûts afférents aux logiciels générés en interne.

Charge d'impôt. Le taux d'impôt effectif du deuxième trimestre de 2011 a été de 24,1 %, contre 29,1 % au deuxième trimestre de 2010 et 28,3 % au premier trimestre de 2011 et, pour le premier semestre de 2011, il a été de 26,0 %, en regard de 30,0 % dans la même période de 2010. Les diminutions enregistrées au cours du trimestre et du semestre à l'étude ont résulté en grande partie d'une réduction des taux d'impôt prévus par la loi et du recouvrement, auprès d'une société affiliée du Groupe HSBC, de commissions relatives à des exercices antérieurs, ce qui n'est pas imposable.

Résumé trimestriel des comptes condensés de résultat (non audité)

Le tableau qui suit constitue un résumé des résultats consolidés trimestriels des huit derniers trimestres. Comme la banque se devait d'adopter les IFRS en date du 1^{er} janvier 2010, l'information concernant les trimestres de 2009 est présentée conformément aux PCGR du Canada. Par conséquent, les renseignements trimestriels de 2011 et de 2010 ne sont pas comparables à ceux de 2009.

	Trimestre clos le							
	30 juin 2011	31 mars 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2009
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada	PCGR du Canada
Total des produits ¹	619	630	653	630	690	613	702	590
Bénéfice de la période	208	160	118	146	200	154	171	122
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	191	142	96	124	178	133	148	101
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions préférentielles.....	15	15	15	16	15	15	16	15
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2	3	7	6	7	6	7	6
Résultat de base par action ordinaire	0,38	0,28	0,19	0,25	0,36	0,27	0,30	0,20

¹ Le total des produits est présenté au poste Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit figurant dans le compte consolidé de résultat.

Les tendances trimestrielles au chapitre des produits et des charges pour 2009 et 2010 sont présentées en détail aux pages 13 et 14 du Rapport et états financiers annuels 2010.

État de la situation financière

Le total des actifs s'établissait à 81,5 milliards de \$CA au 30 juin 2011, pour une progression de 3,4 milliards de \$CA depuis le 31 décembre 2010, ce qui a découlé essentiellement d'une hausse de 1,4 milliard de \$CA des actifs détenus à des fins de transaction et de 1,8 milliard de \$CA des placements financiers. Les liquidités sont demeurées solides, la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les actifs détenus à des fins de transaction, les prêts et avances à des banques et les placements financiers atteignant 28,4 milliards de \$CA au 30 juin 2011, contre 26,1 milliards de \$CA au 31 décembre 2010. Les prêts et avances à des clients sont passés des 45,2 milliards de \$CA qu'ils étaient au 31 décembre 2010 à 45,5 milliards de \$CA grâce essentiellement à une hausse du solde des conventions de vente conclues avec des clients. Exclusion faite de ces conventions, les prêts et avances à des clients ont diminué de 0,4 milliard de \$CA, nos clients entreprises ayant continué de réduire leur endettement.

Le montant brut des prêts douteux a été de 718 millions de \$CA, en baisse de 80 millions de \$CA en regard des 798 millions de \$CA inscrits au 31 décembre 2010 et de 216 millions de \$CA par rapport au montant constaté au 30 juin 2010. Le total des prêts douteux, déduction faite des comptes de correction de valeur spécifiques relatifs aux créances irrécouvrables, se chiffrait à 515 millions de \$CA au 30 juin 2011, contre 571 millions de \$CA au 31 décembre 2010. Le total des prêts douteux comprend des prêts du secteur du crédit à la consommation de 60 millions de \$CA (117 millions de \$CA au 31 décembre

Analyse des résultats financiers (suite)

2010) dont la dépréciation est évaluée collectivement. Le compte de correction de valeur relatif à l'ensemble des prêts de ce secteur s'est élevé à 89 millions de \$CA, contre 148 millions de \$CA au 31 décembre 2010, et le compte de correction de valeur total s'est chiffré à 332 millions de \$CA, comparativement à 400 millions de \$CA au 31 décembre 2010.

Le total des comptes des clients au 30 juin 2011 est demeuré le même qu'au 31 décembre 2010, se chiffrant ainsi à 45,5 milliards de \$CA.

Les titres de créance émis sont passés de 14,8 milliards de \$CA au 31 décembre 2010 à 15,3 milliards de \$CA au 30 juin 2011 en raison surtout de l'essor des dépôts de gros à terme.

Total des actifs sous administration

Au 30 juin 2011, les fonds sous gestion s'élevaient à 31,3 milliards de \$CA, soit une diminution de 0,2 milliard de \$CA par rapport au 31 décembre 2010 et une augmentation de 3,4 milliards de \$CA par rapport au 30 juin 2010. Compte tenu des soldes des biens en garde et administrés, le total des actifs sous administration a atteint 32,3 milliards de \$CA, contre 32,8 milliards de \$CA au 31 décembre 2010 et 29,4 milliards de \$CA au 30 juin 2010.

Mesures non-conformes aux IFRS

Mesures conformes et non conformes aux IFRS paraissant dans ce rapport de gestion

Pour mesurer son rendement, la banque recourt à diverses mesures financières conformes ou non conformes aux IFRS. Les organismes de réglementation des valeurs mobilières exigent que les entreprises avertissent les lecteurs que le résultat et d'autres mesures qui ont été ajustés en fonction d'un référentiel comptable autre que les IFRS n'ont pas un sens normalisé aux termes des IFRS et qu'il est donc improbable qu'ils soient comparables à des mesures semblables qu'utilisent d'autres entreprises. Ce qui suit indique diverses mesures non conformes aux IFRS que la direction surveille régulièrement.

Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, ce qui est calculé à l'aide des soldes de fin de mois de ces capitaux propres de la période.

Rendement après impôt de la moyenne des actifs – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par la moyenne des actifs, ce qui est calculé à l'aide des soldes moyens quotidiens de la période.

Rendement après impôt de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques – Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires annualisé et divisé par les soldes mensuels moyens des actifs pondérés en fonction des risques de la période. Les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés selon les lignes directrices énoncées par le BSIF, conformément aux normes en matière de suffisance du capital du Nouvel accord de Bâle.

Ratio d'efficience – Calculé en divisant le total des charges opérationnelles de la période par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.

Ratio d'efficience ajusté – Ratio d'efficience ajusté de façon à exclure les profits et pertes liés aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur du résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit ainsi que les recouvrements intragroupe auprès d'entités du Groupe HSBC du résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit et du total des charges opérationnelles. Aux fins de ce ratio ajusté, les produits et charges intragroupe, lesquels sont inscrits à leur montant brut dans les postes Autres produits opérationnels et Charges générales et administratives des états financiers consolidés, sont présentés à leur montant net conformément à l'information que la banque transmet à sa société mère.

Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets en pourcentage du total du résultat opérationnel - Produits d'intérêts nets, produits de commissions nets et produits de négociation nets divisés par le résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit de la période.

Ratio des avances à des clients aux comptes des clients – Prêts et avances à des clients divisés par les comptes des clients, ce qui est calculé à l'aide des soldes à la fin de la période.

Moyenne du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la moyenne du total des actifs – La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires est calculée à l'aide des soldes de fin de mois du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires et la moyenne du total des actifs est calculée en utilisant les soldes moyens quotidiens de la période.

Revue des résultats par groupes de clients

Bénéfice avant la charge d'impôt

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011	30 juin 2010	31 mars 2011	30 juin 2011	30 juin 2010
Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	48	24	14	62	37
Services aux entreprises	149	143	137	286	296
Services bancaires internationaux et marchés	60	77	72	132	126
Crédit à la consommation	15	25	8	23	42
Autres	2	13	(8)	(6)	5
	274	282	223	497	506

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine¹

Aperçu

Le secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a continué de déployer des efforts afin de devenir le chef de file des banques internationales pour les clients fortunés au Canada. Pour ce faire, il offre à sa clientèle privilégiée une connectivité internationale grâce à des produits novateurs, lui donne accès aux marchés émergents et consolide les liens avec cette clientèle en lui proposant des taux et des ensembles de produits qui reflètent véritablement ses besoins.

Le bénéfice avant la charge d'impôt s'est établi à 48 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2011, comparativement à 24 millions de \$CA pour la même période un an plus tôt et à 14 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est chiffré à 62 millions de \$CA, contre 37 millions de \$CA pour le semestre correspondant de 2010. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte d'un recouvrement, auprès d'une société affiliée du Groupe HSBC, de commissions de 28 millions de \$CA relatives à des exercices antérieurs, ce qui a été atténué par une radiation de 7 millions de \$CA des coûts afférents aux logiciels générés en interne, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2010 tenaient compte d'un recouvrement de 7 millions de \$CA de pertes déjà constatées sur du PCAA non bancaire. Exclusion faite de l'incidence de ces éléments, l'augmentation du bénéfice trimestriel et du bénéfice semestriel a découlé principalement des ventes fort élevées et de l'augmentation des volumes d'opérations des clients des services de gestion de patrimoine, du recul des charges de dépréciation liées aux prêts en raison d'une reprise des provisions pour dépréciation évaluées collectivement par suite de l'amélioration de la qualité du crédit, de la montée des produits d'intérêts nets à laquelle a donné lieu une mesure de révision des taux et de l'accroissement des commissions sur les prêts. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des charges opérationnelles qui a découlé de l'accroissement des coûts des prestations de retraite et autres avantages ainsi que par l'engagement de certains coûts de restructuration.

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 107 millions de \$CA, affichant une croissance de 9 millions de \$CA, ou 9,2 %, en regard du deuxième trimestre de 2010 et de 13 millions de \$CA, ou 13,8 %, par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les produits d'intérêts nets se sont élevés à 201 millions de \$CA, ce qui correspond à une augmentation de 6 millions de \$CA, ou 3,1 %, par rapport à 2010. Les augmentations découlent essentiellement des révisions de taux des comptes d'épargne HSBC Advance et à intérêt élevé, de la hausse des frais de pénalité relatifs aux prêts hypothécaires et de la progression des produits générés par les soldes de la clientèle des services de valeurs mobilières, ce qui a été partiellement atténué par le recul des volumes et par la montée des coûts de financement.

¹ En novembre 2010, notre société mère avait annoncé qu'à compter de mars 2011, les services bancaires de détail et les services de gestion de patrimoine seraient gérés dans le cadre d'un groupe de clients unique aux fins d'évaluation du rendement du Groupe HSBC par groupe de clients ou secteur d'activité. Ce nouveau secteur d'activité intègre les anciens services financiers aux particuliers et les services de gestion globale d'actifs qui, auparavant, faisaient partie des services bancaires internationaux et marchés. Les commentaires relatifs aux services bancaires de détail et gestion de patrimoine dans ce document reflètent les changements apportés à la structure et toutes les périodes antérieures présentées ont été retraitées en conséquence.

Revue des résultats par groupes de clients (suite)

Les **produits de commissions nets** se sont élevés à 66 millions de \$CA, en hausse de 4 millions de \$CA, ou 6,5 %, en regard du deuxième trimestre de 2010. Cette hausse résulte principalement de la progression des produits tirés des services de gestion de patrimoine par suite de la croissance des ventes et de l'accroissement des portefeuilles des actifs sous gestion et de la baisse des frais de compensation interbanque. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une diminution des commissions de courtage découlant d'une baisse des activités de négociation liées aux nouvelles émissions et du volume d'opérations, et par le recul des produits nets provenant du programme Services internationaux aux immigrants investisseurs (« SIII »). La contraction des commissions de courtage et des produits du programme SIII, en partie compensée par une hausse des commissions provenant des fonds sous gestion et des frais de gestion, a entraîné une diminution des produits de commissions nets de 4 millions de \$CA, ou 5,7 %, comparativement au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les produits de commissions nets se sont établis à 136 millions de \$CA, en hausse de 14 millions de \$CA, ou 11,5 %, en regard de 2010, principalement en raison de la progression des produits tirés des services de gestion de patrimoine qui ont été atténués en partie par le recul des produits nets du programme SIII et la baisse des commissions de fiduciaire et des frais de gestion.

Les **produits de négociation nets** se sont établis à 4 millions de \$CA, en baisse de 9 millions de \$CA, ou 69,2 %, en regard du deuxième trimestre de 2010, et en baisse de 2 millions de \$CA, ou 33,3 %, par rapport au premier trimestre de 2011. Les produits de négociation nets se sont élevés à 10 millions de \$CA pour le premier semestre de 2011, ce qui correspond à un recul de 9 millions de \$CA, ou 47,4 %, comparativement à 2010. En regard de l'exercice précédent, les écarts s'expliquent surtout par le recouvrement de 7 millions de \$CA de pertes déjà constatées sur du PCAA comptabilisé en 2010.

Les **charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit** se sont chiffrées à 4 millions de \$CA, soit 3 millions de \$CA, ou 42,9 %, de moins qu'au trimestre correspondant de 2010 et en hausse de 2 millions de \$CA par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit ont été de 6 millions de \$CA, en baisse de 9 millions de \$CA, ou 60 %, en regard de 2010 en raison d'une reprise des provisions pour dépréciation évaluées collectivement par suite d'une baisse des volumes et des situations de défaut et d'une amélioration de la qualité du crédit.

Le **total des charges opérationnelles** a été de 127 millions de \$CA, soit une diminution de 18 millions de \$CA, ou 12,4 %, en regard du deuxième trimestre de 2010, essentiellement en raison du recouvrement mentionné précédemment d'une commission auprès d'une société affiliée de HSBC, en partie contrebalancé par la radiation des logiciels. Compte non tenu de ces éléments, le total des charges opérationnelles a été supérieur de 3 millions de \$CA à celui de la période correspondante en 2010, surtout du fait de certains coûts de restructuration engagés, mais a été inférieur de 8 millions de \$CA à celui de premier trimestre de 2011, ce qui s'explique principalement par la baisse des frais de personnel et des charges de commissions. Pour le premier semestre de 2011, le total des charges opérationnelles s'est établi à 283 millions de \$CA, soit un recul de 6 millions de \$CA, ou 2,1 %, en regard de 2010. Compte non tenu du recouvrement de la commission et de la radiation des logiciels, le total des charges opérationnelles a progressé de 15 millions de \$CA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement du fait de l'augmentation des frais de personnel liés aux régimes de retraite et aux avantages et des coûts de restructuration engagés.

Services aux entreprises

Aperçu

Le secteur des services aux entreprises a tout mis en œuvre pour conserver le titre de *Meilleure banque pour la petite entreprise*, s'appuyant à cette fin sur sa stratégie de prestation de services HSBC Direct Entreprises, et pour demeurer le chef de file des services internationaux en rehaussant ses compétences transfrontalières, et ce, surtout grâce à des investissements visant à consolider la présence de la banque dans le centre et l'Est du Canada.

Revue des résultats par groupes de clients (suite)

Le bénéfice avant la charge d'impôt a été de 149 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2011, contre 143 millions de \$CA pour le trimestre correspondant de 2010 et 137 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2011, et il s'est élevé à 286 millions de \$CA pour le premier semestre de l'exercice 2011, comparativement à 296 millions de \$CA un an plus tôt. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte d'un recouvrement, auprès d'une société affiliée du Groupe HSBC, de commissions de 17 millions de \$CA relatives à des exercices précédents, ce qui a été contrebalancé en partie par une radiation de 1 million de \$CA des coûts afférents aux logiciels générés en interne, tandis que les résultats du deuxième trimestre de 2010 incluaient un recouvrement de 7 millions de \$CA de pertes déjà constatées à l'égard du PCAA non bancaire. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, le recul du bénéfice trimestriel a découlé principalement d'une charge de 17 millions de \$CA en lien avec la diminution de la juste valeur de certains immeubles de placement au deuxième trimestre de 2011 ainsi que du repli des volumes de prêts, ce qui a été compensé en partie par la baisse des charges de dépréciation liées aux prêts. Hormis l'incidence de la charge de 17 millions de \$CA liée aux immeubles de placement, le fléchissement du bénéfice semestriel s'explique par le recul des volumes de prêts causé par la lenteur de la reprise économique à l'échelle mondiale et le mouvement continu de désendettement observé chez les clients ainsi que par la hausse des charges opérationnelles par suite des investissements consentis aux activités de la banque et de certains coûts de restructuration. Ces facteurs ont été en partie atténués par la diminution des charges de dépréciation liées aux prêts découlant d'une diminution des charges de dépréciation évaluées individuellement et d'une reprise des charges de dépréciation évaluées collectivement par suite de l'amélioration de la qualité du crédit et de la réduction des volumes de prêts.

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 177 millions de \$CA, accusant une baisse de 13 millions de \$CA, ou 6,8 %, en regard de la période correspondante de 2010. Cette baisse est survenue parce que les volumes de prêts se sont contractés de 7,2 %, les clients réduisant leur endettement, facteur qui a été compensé en partie par la croissance des dépôts. Comparativement à ceux du premier trimestre de 2011, les produits d'intérêts nets ont progressé de 4 millions de \$CA, ou 2,3 %, principalement à cause du recouvrement d'intérêts impayés. Pour le premier semestre de 2011, les produits d'intérêts nets se sont chiffrés à 350 millions de \$CA, soit 34 millions de \$CA, ou 8,9 %, de moins qu'en 2010, essentiellement en raison de la diminution des volumes de prêts causée par le fléchissement de la demande de la part des clients, la réduction des marges sur les dépôts et la hausse des coûts du financement à terme.

Les *produits de commissions nets* se sont élevés à 67 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2011, ce qui représente une hausse de 4 millions de \$CA, ou 6,3 %, en regard du deuxième trimestre de 2010. Les produits de commissions nets ont reculé de 2 millions de \$CA, ou 2,9 %, en regard du premier trimestre de 2011 en raison de la diminution des produits tirés des acceptations bancaires et des lettres de garantie. Pour le premier semestre de 2011, les produits de commissions nets ont été de 136 millions de \$CA, en hausse de 16 millions de \$CA, ou 13,3 %, par rapport à 2010. La hausse des produits de commissions nets comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2010 résulte principalement d'une augmentation des produits tirés des acceptations bancaires, des lettres de garantie et des engagements de soutien, laquelle découle de l'accroissement des volumes. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse des frais de gestion des comptes du fait de la réduction des activités liées aux comptes des clients.

Les *autres produits opérationnels* pour le deuxième trimestre de 2011 comprennent une charge de 17 millions de \$CA attribuable à une diminution de la juste valeur de certains immeubles de placement.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* ont, comparativement à celles du deuxième trimestre de 2010, baissé de 32 millions de \$CA, ou 84,2 %, pour s'établir à 6 millions de \$CA et ont reculé de 11 millions de \$CA ou 64,7 % par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit se sont élevés à 23 millions de \$CA, ce qui correspond à un repli de 46 millions de \$CA, ou 66,7 %, comparativement à 2010. La contraction du portefeuille de prêts, une meilleure qualité du crédit et une réduction du nombre de prêts non productifs se sont traduites par une diminution des charges pour dépréciation évaluées individuellement, surtout dans les secteurs de l'énergie et des ventes en gros et de détail et par une reprise de charges de dépréciation évaluées collectivement, en raison de l'amélioration de la qualité du crédit et d'une baisse des volumes de prêts.

Revue des résultats par groupes de clients (suite)

Le **total des charges opérationnelles** s'est élevé à 80 millions de \$CA, soit 6 millions de \$CA, ou 7,0 %, de moins que celui inscrit au deuxième trimestre de 2010 en raison principalement du recouvrement d'une commission mentionné précédemment. Pour le premier semestre de 2011, le total des charges opérationnelles s'est établi à 176 millions de \$CA en 2011, ce qui représente une croissance de 12 millions de \$CA, ou 7,3 %, en regard de 2010. Compte non tenu du recouvrement de la commission, le total des charges opérationnelles pour le trimestre a augmenté de 11 millions de \$CA comparativement au deuxième trimestre de 2010, de 1 million de \$CA par rapport au premier trimestre de 2011, et de 29 millions de \$CA depuis le début de l'exercice. Les augmentations sont essentiellement imputables aux sommes investies par la banque dans le centre et l'Est du Canada, dont celles consenties aux ressources humaines et au marketing, et à certains coûts de restructuration engagés.

Services bancaires internationaux et marchés²

Aperçu

Le secteur des services bancaires internationaux et marchés a poursuivi ses efforts afin de s'imposer comme banque internationale de choix, menant à cette fin des activités axées sur notre clientèle de base et visant à combler ses besoins à l'échelle mondiale ainsi qu'à offrir des produits internationaux aux clients canadiens et des produits canadiens aux clients outre-frontière.

Le bénéfice avant la charge d'impôt a été de 60 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2011, contre 77 millions de \$CA pour le trimestre correspondant de 2010 et 72 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, le bénéfice avant la charge d'impôt s'est chiffré à 132 millions de \$CA, comparativement à 126 millions de \$CA en 2010. Les résultats du deuxième trimestre de 2011 tiennent compte d'un recouvrement, auprès d'une société affiliée du Groupe HSBC, de commissions de 2 millions de \$CA relatives à des exercices antérieurs, tandis que les résultats du deuxième trimestre de 2010 incluaient un recouvrement de 7 millions de \$CA de pertes déjà constatées à l'égard du PCAA non bancaire. Abstraction faite de l'incidence de ces éléments, la baisse du bénéfice trimestriel a découlé de la diminution des profits comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché en lien avec les activités de couverture, ainsi que de la hausse des charges opérationnelles. La progression du bénéfice semestriel a résulté principalement de l'augmentation des produits d'intérêts nets découlant de l'incidence positive des hausses des taux d'intérêt de la Banque du Canada, de la montée des produits générés par les opérations de change et des profits engendrés par la cession de certains placements financiers, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des commissions tirées des services de conseil et des profits comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché.

Rendement financier

Les **produits d'intérêts nets** ont été de 40 millions de \$CA, en baisse de 2 millions de \$CA, ou 4,8 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2010, et en baisse de 9 millions de \$CA, ou 18,4 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, les produits d'intérêts nets se sont élevés à 89 millions de \$CA en 2011, une avancée de 26 millions de \$CA, ou 41,3 %, par rapport à ceux de 2010. Cette avancée reflète la majoration des taux d'intérêt de la Banque du Canada, l'incidence positive de la hausse des soldes d'actifs disponibles à la vente et l'élargissement des écarts de taux des clients liés aux dépôts de gros, à une meilleure tarification des prêts venant à échéance et à des rendements plus élevés sur les actifs.

Les **produits de commissions nets** se sont établis à 19 millions de \$CA, une hausse de 1 million de \$CA, ou 5,6 %, comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2010, en raison d'une augmentation des commissions sur les marchés financiers. Les produits de commissions nets étaient supérieurs de 5 millions de \$CA, ou 35,7 % à ceux du premier trimestre de 2011, principalement du fait de l'accroissement du nombre d'opérations sur les marchés des actions et des commissions sur les facilités de crédit découlant de l'intensification des activités des clients. Pour le semestre à l'étude, les produits de commissions nets se sont chiffrés à 33 millions de \$CA en 2011, un recul de 6 millions de \$CA, ou 15,4 %, comparativement à ceux de 2010, traduisant la baisse des commissions de services de conseil, en partie compensée par une hausse des commissions sur les marchés financiers.

² Les résultats de la période précédente pour le secteur des services bancaires internationaux et marchés ont été retraités afin de refléter le transfert de Gestion globale d'actifs, comme le mentionne la section portant sur les services bancaires de détail et gestion du patrimoine.

Revue des résultats par groupes de clients (suite)

Les *produits de négociation nets* se sont chiffrés à 23 millions de \$CA, soit une diminution de 10 millions de \$CA, ou 30,3 %, par rapport au deuxième trimestre de 2010. Cette diminution est attribuable au recul des profits comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché lié à l'inefficacité des couvertures et aux écarts d'évaluation des couvertures non admissibles pendant la période considérée ainsi qu'au recouvrement, au deuxième trimestre de 2010, de 7 millions de \$CA de pertes déjà constatées à l'égard du PCAA non bancaire. Les produits de négociation nets ont augmenté de 2 millions de \$CA, ou 9,5 %, par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la hausse des revenus de change et du niveau élevé des activités des clients. Pour le semestre à l'étude, les produits de négociation nets se sont établis à 44 millions de \$CA en 2011, soit une diminution de 12 millions de \$CA, ou 21,4 %, en regard de 2010 du fait du recouvrement de pertes à l'égard du PCAA non bancaire en 2010 et de la baisse des profits comptables résultant de l'évaluation à la valeur de marché en 2011, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des revenus de négociation de change.

Des *profits liés aux placements financiers* de 4 millions de \$CA provenant de la sortie d'actifs disponibles à la vente ont été réalisés au cours du deuxième trimestre de 2011, en baisse de 1 million de \$CA par rapport au deuxième trimestre de 2010 et de 12 millions de \$CA, ou 75,0 %, par rapport au premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, les profits liés aux placements financiers se sont élevés à 20 millions de \$CA en 2011, contre 8 millions de \$CA en 2010. Reflet de la conjoncture favorable, la vente d'un portefeuille d'actions préférentielles a généré un profit de 6 millions de \$CA au cours du premier trimestre de 2011. Par ailleurs, des profits de 14 millions de \$CA ont été constatés à la vente de certains titres de créance de gouvernement et de banques au cours des deux premiers trimestres de 2011.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* ont été nulles pour le trimestre à l'étude, le trimestre précédent et le semestre à l'étude. Des recouvrements nets de 1 million de \$CA et de 3 millions de \$CA avaient été constatés respectivement du deuxième trimestre de 2010 et au premier semestre de 2011 à cause de la reprise de charges de dépréciation évaluées collectivement pour ces périodes en raison de l'amélioration de la qualité du crédit.

Le *total des charges opérationnelles* a été de 27 millions de \$CA, en hausse de 4 millions de \$CA, ou 17,4 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, et en baisse de 2 millions de \$CA, ou 6,9 %, comparativement au premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, le total des charges opérationnelles s'est établi à 56 millions de \$CA en 2011, soit une augmentation de 11 millions de \$CA, ou 24,4 %, comparativement à celui de 2010. Cette augmentation reflète certains coûts de restructuration et une hausse des coûts opérationnels imputés par les succursales.

Crédit à la consommation

Aperçu

Les principaux objectifs du secteur du crédit à la consommation demeurent l'amélioration de la productivité du personnel de vente ainsi que la gestion des risques et de la qualité du crédit.

Le bénéfice avant la charge d'impôt du secteur du crédit à la consommation a été de 15 millions de \$CA pour le deuxième trimestre de 2011, contre 25 millions de \$CA pour le trimestre correspondant de 2010 et 8 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, le bénéfice avant la charge d'impôt a été de 23 millions de \$CA, contre 42 millions de \$CA en 2010. La baisse du bénéfice trimestriel et du bénéfice semestriel est principalement attribuable au recul des produits d'intérêts nets par suite de la diminution de la moyenne des créances ainsi qu'à une radiation de 1 million de \$CA des coûts afférents aux logiciels générés en interne, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des charges de dépréciation liées aux prêts et par une reprise de 3 millions de \$CA d'une perte de valeur des placements disponibles à la vente qui a été constatée au deuxième trimestre de 2011. De plus, les résultats de 2010 tenaient compte de produits de 5 millions de \$CA provenant de la vente de certaines rentes d'assurance au deuxième trimestre.

Rendement financier

Les *produits d'intérêts nets* se sont établis à 69 millions de \$CA, soit 12 millions de \$CA, ou 14,8 %, de moins que les 81 millions de \$CA inscrits à ce chapitre au même trimestre un an plus tôt et en baisse de 1 million de \$CA par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, les produits d'intérêts nets ont reculé de 25 millions de \$CA, ou 15,2 %, par rapport à ceux de 2010 pour s'établir à 139 millions de \$CA en 2011. La moyenne des créances a reculé d'environ 0,5 milliard de \$CA, ou 15,8 %, ce qui a entraîné une baisse des produits d'intérêts nets au deuxième trimestre de 2011 et pour le semestre par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le recul a été causé principalement par la diminution des créances liées aux cartes de crédit sous marque privée et aux prêts à la consommation ainsi que l'attrition de certains portefeuilles de liquidation.

Revue des résultats par groupes de clients (suite)

Les *produits de commissions nets* ont reculé de 5 millions de \$CA, ou 33,3 %, par rapport au deuxième trimestre de 2010 pour se fixer à 10 millions de \$CA, surtout en raison des produits tirés des rentes d'assurance en 2010, comme il a été noté ci-dessus. Les produits de commissions nets sont demeurés inchangés par rapport à ceux du premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, les produits de commissions nets ont reculé de 3 millions de \$CA, ou 13,0 %, par rapport à ceux de 2010 pour s'établir à 20 millions de \$CA en 2011, également du fait des produits tirés des rentes d'assurance en 2010, contrebalancés en partie par la hausse des volumes d'opérations par cartes de crédit en 2011.

Les *charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit* ont, en comparaison de celles du deuxième trimestre de 2010, fléchi de 7 millions de \$CA, ou 25 %, pour s'établir à 21 millions de \$CA et ont reculé de 9 millions de \$CA, ou 30,0 %, par rapport à celles du premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit se sont élevées à 51 millions de \$CA en 2011, en baisse de 9 millions de \$CA, ou 15,0 %, comparativement à celles de 2010. La baisse des charges de dépréciation liées aux prêts est essentiellement imputable à la diminution des créances et des situations de défaut par suite de l'amélioration des conditions de marché et de l'attention soutenue qui a été accordée à l'amélioration de la qualité du crédit des portefeuilles. En outre, le deuxième trimestre de 2011 comprend une reprise de 3 millions de \$CA sur une perte de valeur comptabilisée auparavant relativement au risque de crédit lié à certains placements disponibles à la vente.

Le *total des charges opérationnelles* a été de 44 millions de \$CA, en hausse de 1 million de \$CA, ou 2,3 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de 2010, et supérieur de 1 million de \$CA, ou 2,3 %, par rapport à celui du premier trimestre de 2011. Pour le semestre à l'étude, le total des charges opérationnelles s'est établi à 87 millions de \$CA en 2011, soit une augmentation de 2 millions de \$CA, ou 2,4 %, comparativement à celui de 2010. La hausse du total des charges opérationnelles est essentiellement imputable à l'augmentation des frais de marketing et à la radiation des coûts relatifs aux logiciels générés en interne, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des coûts liés au personnel.

Autres

Les activités ou les opérations qui ne se rapportent pas directement aux secteurs d'activité indiqués précédemment sont présentés dans le secteur Autres. Les principaux éléments inclus dans ce secteur comprennent les profits et pertes associés aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur ainsi que les produits et les recouvrements de charges liés aux activités relatives aux technologies de l'information qui sont exercées pour le compte des autres sociétés du Groupe HSBC. Un bénéfice avant la charge d'impôt de 2 millions de \$CA a été inscrit dans le secteur Autres au deuxième trimestre de 2011, contre un bénéfice de 13 millions de \$CA au deuxième trimestre de 2010 et une perte de 8 millions de \$CA pour le premier trimestre de 2011. Pour le premier semestre de 2011, une perte avant la charge d'impôt de 6 millions de \$CA a été constatée, comparativement à un bénéfice de 5 millions de \$CA pour la période correspondante de 2010. Les différences sont imputables à l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.

Gestion des risques

Toutes les activités commerciales de la banque exigent la mesure, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de risques. La gestion des risques consiste à déterminer, à analyser, à évaluer et à gérer les facteurs qui pourraient avoir des effets défavorables sur les ressources, les activités, la réputation et les résultats financiers de la banque. Les principales catégories de risques auxquelles la banque est exposée sont notamment le risque lié à la gestion du capital, le risque de crédit, le risque de liquidité et de financement, le risque de marché, le risque lié à la structure et le risque d'exploitation. Un exposé sur les activités de gestion des risques de la banque, tant au chapitre des facteurs quantitatifs que qualitatifs, est inclus aux pages 28 à 49 du Rapport et états financiers annuels de 2010. À moins d'avis contraire, aucun changement n'a été apporté aux processus et aucune modification importante des facteurs quantitatifs n'a été effectuée au cours du premier semestre de 2011.

Gestion du capital

	30 juin 2011	31 décembre 2010 ¹
Total du capital de catégorie 1	4 605	4 544
Total du capital de catégorie 2	919	934
Total du capital des catégories 1 et 2 disponible à des fins réglementaires	5 524	5 478
Total des actifs pondérés en fonction des risques	34 633	34 152
Ratios de capital réglementaire réels		
Capital de catégorie 1	13,3%	13,3%
Capital total	16,0%	16,0%
Coefficient actif/capital réglementaire	13,8x	13,3x
Ratios de capital réglementaire minimaux requis		
Capital de catégorie 1	7,0 %	7,0 %
Capital total	10,0 %	10,0 %

¹ Éléments établis selon les PCGR du Canada. Se reporter à la section « Transition aux Normes internationales d'information financière » figurant ci-après pour une analyse de l'incidence des IFRS sur le capital réglementaire de la banque.

Gestion des risques (suite)

Prêts douteux

Le tableau ci-dessous donne des détails sur le portefeuille de prêts douteux.

	30 juin 2011	31 décembre 2010
Prêts personnels		
Prêts hypothécaires résidentiels	111	116
Autres prêts personnels	41	35
	152	151
Prêts à la consommation	60	117
Prêts à des sociétés et prêts commerciaux	506	530
Acceptations et lettres de crédit	65	60
Total des prêts et acceptations douteux	783	858
Comptes de correction de valeur		
Évalués individuellement	203	227
Évalués collectivement	332	400
Total des comptes de correction de valeur.....	535	627
Prêts et acceptations douteux nets	248	231

Cotes de crédit

Standard & Poor's (« S&P ») et DBRS® attribuent des cotes de crédit à la dette et aux titres de la banque. Les cotes sont établies suivant la méthode de classement normale propre à chacune des deux agences, selon le type de dette ou de titre. Les cotes de crédit de la banque influent sur sa capacité à obtenir du financement de gros à des conditions avantageuses.

Les cotes de première qualité sont demeurées inchangées par rapport à celles de 2010 et figurent toujours parmi les plus élevées des banques canadiennes.

Les cotes de la banque sont les suivantes :

	<u>S&P</u>	<u>DBRS</u>
Instruments à court terme	A-1+	R-1 (haut)
Dépôts et dette de premier rang	AA	AA
Dette subordonnée	AA-	AA (bas)
Actions préférentielles	P-1 (bas) ¹	Pfd-2 (haut)
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (« HSBC HaTS ^{MC} »).....	P-1 (bas) ¹	A (bas)

¹ Selon l'échelle s'appliquant aux actions préférentielles canadiennes définie par S&P. Les cotes correspondent à A selon l'échelle que S&P a établie pour les actions préférentielles internationales.

Valeur à risque (« VaR »)

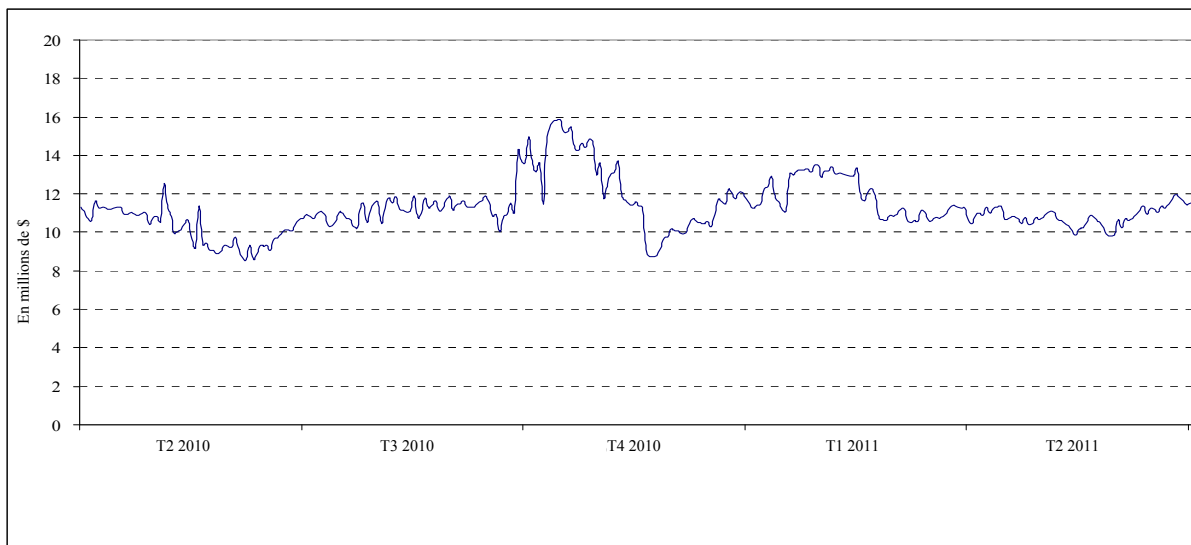
La VaR est une technique qui permet d'évaluer, selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir, pendant une période définie, sur ses positions à risque, si les taux et les cours du marché fluctuaient. Des renseignements portant sur la VaR se trouvent aux pages 46 à 48 du Rapport et états financiers annuels 2010.

Gestion des risques (suite)

La VaR figurant dans le tableau et le graphique ci-dessous représente la VaR globale de la banque pour les instruments financiers détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins, et elle respecte les limites de la banque.

	<i>Trimestre clos le</i>	
	30 juin 2011	31 décembre 2010
À la fin du trimestre	12	12
Moyenne	11	12
Minimum	10	9
Maximum	12	16

VaR quotidienne



Transition aux Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a, dans le passé, annoncé que toutes les entreprises ayant une obligation d'information du public devraient présenter leurs résultats financiers conformément aux IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption des IFRS vise à favoriser la comparabilité de la communication de l'information financière partout dans le monde. Ainsi, tous les états financiers intermédiaires et annuels de la banque pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011, y compris les chiffres présentés à des fins de comparaison, seront établis conformément aux IFRS.

Les pages 19 à 24 du Rapport et états financiers annuels 2010 renferment une analyse des principaux éléments du plan de mise en œuvre des IFRS, dont la structure de gouvernance du projet, la stratégie de mise en application, l'incidence prévue de la transition aux IFRS sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de la banque. Sa société mère, HSBC Holdings plc, a adopté les IFRS en 2005. Ainsi, depuis plusieurs années, la banque présente des résultats établis selon les IFRS aux fins de leur inclusion dans les états financiers consolidés du Groupe HSBC. C'est pourquoi la transition aux IFRS a eu une incidence négligeable sur les activités commerciales, les procédés financiers, les systèmes d'information et les contrôles internes de la banque.

Au moment de la transition aux IFRS, la banque a, lorsque cela était possible, adopté les méthodes comptables qu'utilisent les entités du Groupe HSBC qui publient leur information conformément aux IFRS. Ces méthodes ont été décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés faisant partie du rapport intermédiaire du premier trimestre de 2011. La banque a également changé son mode de présentation afin qu'il corresponde à celui des autres entités du Groupe HSBC qui publient leur information conformément aux IFRS. La note 16 afférente aux états financiers consolidés ci-joints renferme des explications au sujet des principaux reclassements, à des fins de présentation, ainsi que des rapprochements entre l'ancien mode de présentation aux termes des PCGR du Canada et le nouveau, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2010.

La transition aux IFRS n'a pas eu de répercussion sur les flux de trésorerie nets de la banque ni sur l'aspect économique de ses activités même si la présentation de certains éléments dans l'état de la situation financière et le compte de résultat a changé. Des explications sur la façon dont la transition aux IFRS a influé sur la situation financière, les capitaux propres et le rendement financier ont été fournies à la note 17 des états financiers consolidés faisant partie du rapport intermédiaire du premier trimestre de 2011. Cette note inclut une analyse des choix et exemptions transitoires aux termes de l'IFRS 1 ainsi que les rapprochements suivants, à la date de transition, soit le 1^{er} janvier 2010, et pour les périodes correspondantes closes le 31 mars 2010 et le 31 décembre 2010 :

- le bénéfice net déjà établi selon les PCGR du Canada et le bénéfice de la période conformément aux IFRS;
- le total du résultat étendu déjà établi selon les PCGR du Canada et le total du résultat global de la période conformément aux IFRS;
- le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires déjà établi selon les PCGR du Canada et le total des capitaux propres conformément aux IFRS;
- des rapprochements du compte de résultat et de l'état de la situation financière établis selon les PCGR du Canada et les IFRS, dont un rapprochement selon le nouveau mode de présentation aux termes des IFRS.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés comprend les rapprochements ci-dessus pour les périodes correspondantes closes le 30 juin 2010.

L'incidence nette de l'adoption des IFRS sur le solde d'ouverture des capitaux propres à la date de transition, soit le 1^{er} janvier 2010, a été une baisse de 146 millions de \$CA, laquelle découlait essentiellement de changements dans la comptabilisation des prêts hypothécaires titrisés et des régimes d'avantages du personnel à prestations définies. En outre, les participations ne donnant pas le contrôle de 430 millions de \$CA, présentées hors des capitaux propres selon les PCGR du Canada, ont été reclassées comme une composante du total des capitaux propres selon les IFRS. Le total des actifs a augmenté de 7,4 milliards de \$CA, et ce, en raison surtout de la constatation des prêts hypothécaires titrisés qui avaient été retirés du bilan aux termes des PCGR du Canada.

Transition aux Normes internationales d'information financière (suite)

Le montant retraité du bénéfice pour le deuxième trimestre de 2010 a été de 200 millions de \$CA selon les IFRS, ce qui représente 33 millions de \$CA de plus que le bénéfice net de 167 millions de \$CA qui avait déjà été établi selon les PCGR du Canada. Le montant retraité du bénéfice pour le semestre clos le 30 juin 2010 a été de 354 millions de \$CA, ce qui représente 88 millions de \$CA de plus que le bénéfice net de 266 millions de \$CA qui avait déjà été établi selon les PCGR du Canada. Les principales différences entre les PCGR du Canada et les IFRS qui influent sur le bénéfice de la période ayant fait l'objet d'un retraitement et des périodes à venir sont liées au changement dans la comptabilisation des prêts hypothécaires titrisés et des opérations de swaps connexes, lesquels étaient évalués à la valeur de marché selon les PCGR du Canada. Cette évaluation n'est pas obligatoire aux termes des IFRS puisque les actifs et les risques connexes sont pris en compte dans nos résultats financiers. Les changements touchent aussi les profits et pertes de change sur les actifs financiers disponibles à la vente, qui étaient constatés dans les autres éléments du résultat étendu selon les PCGR du Canada, mais qui sont portés en résultat en vertu des IFRS.

Incidence des IFRS sur les normes en matière de suffisance du capital que doit respecter la banque

La transition aux IFRS a eu une incidence négligeable sur le capital réglementaire de la banque. Les ratios de capital réglementaire au 31 décembre 2010 figurant à la page 15 ont été calculés conformément aux PCGR du Canada. Aux termes des IFRS, le ratio du capital réglementaire de catégorie 1 de la banque au 31 décembre 2010 aurait été de 13,0 % et non pas de 13,3 % selon les PCGR du Canada, et le ratio de capital total serait passé de 16,0 % à 15,8 %. La banque a décidé de ne pas se prévaloir des dispositions d'allègement du BSIF permettant d'intégrer graduellement, sur une base linéaire et sur huit trimestres, soit du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, l'incidence des IFRS dans le calcul du capital réglementaire puisque la transition à ces normes n'a pas eu de répercussion importante sur son capital réglementaire.

Le BSIF a aussi prévu une disposition transitoire relativement au coefficient actif/capital réglementaire. Cette disposition permet d'exclure les actifs titrisés et vendus par l'intermédiaire des programmes parrainés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement avant le 1^{er} avril 2010 du calcul du coefficient actif/capital réglementaire. La banque a décidé de se prévaloir de cette disposition d'allègement. Au 31 décembre 2010 et compte tenu des répercussions de celle-ci, le coefficient actif/capital réglementaire serait passé de 13,3 selon les PCGR du Canada à 13,6 selon les IFRS (14,8 compte non tenu de l'incidence de cette disposition transitoire). Au 30 juin 2011, le coefficient actif/capital réglementaire s'établissait à 13,8, compte tenu de l'incidence de cette disposition transitoire et aurait été de 15,1 abstraction faite de celle-ci.

Principales méthodes comptables et estimations comptables critiques

Méthodes comptables et estimations comptables critiques

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été établis conformément aux IFRS. Il y a lieu de se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés faisant partie du rapport intermédiaire du premier trimestre de 2011 pour un sommaire des principales méthodes comptables de la banque aux termes de ces normes. Les hypothèses clés et les éléments sur lesquels se fondent les estimations faites en vertu des IFRS ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes y afférentes sont résumés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés faisant partie du rapport intermédiaire du premier trimestre de 2011.

Changements futurs de méthodes comptables

Au 30 juin 2011, l'IASB avait publié diverses normes et interprétations ainsi que des modifications à celles-ci qui s'appliqueront aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012 et qui devraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la banque, tel qu'il est décrit à la note 1 f) afférente aux états financiers consolidés ci-joints. La banque ne s'attend pas à ce que l'IASB publie de nouvelles normes comptables ou des normes révisées dont l'adoption sera requise en 2011.

Autres renseignements

Transactions avec des parties liées

Les politiques et pratiques concernant les transactions avec des parties liées demeurent les mêmes que celles décrites à la page 26 du Rapport et états financiers annuels 2010. Toutes les transactions avec des parties liées continuent d'être tarifées et comptabilisées de la même façon que si elles avaient été effectuées sur un marché libre, sans lien de dépendance ou, en l'absence d'un marché, à leur juste valeur. Ces transactions sont décrites à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

Instruments financiers, y compris les arrangements non reflétés à l'état de la situation financière (« arrangements hors bilan »)

Dans le cours normal des activités, la banque fait un usage important d'instruments financiers, ce qui englobe le financement de prêts, l'acquisition de titres et d'autres placements, l'acceptation de dépôts et la conclusion de divers contrats d'instruments dérivés. Les arrangements hors bilan les plus importants consistent en des garanties, des lettres de crédit et des dérivés, lesquels sont décrits aux pages 24 et 25 du Rapport et états financiers annuels 2010. Bien que la valeur notionnelle de ces instruments financiers ne figure pas à l'état de la situation financière, les dérivés, les garanties et les lettres de crédit sont inscrits à leur juste valeur. En outre, dans certaines circonstances, la banque fournit des garanties et des lettres de crédit aux emprunteurs. Il n'y a pas eu de changement dans le mode de calcul de la juste valeur des instruments financiers depuis le 31 décembre 2010 ni aucun changement important dans la juste valeur des instruments financiers découlant de facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur d'activité et du marché. Pour les instruments financiers, y compris les dérivés, évalués à l'aide d'importantes données de marché non observables (niveau 3), les hypothèses et méthodes employées dans les modèles de la banque sont constamment revues pour obtenir de meilleures estimations de la juste valeur.

Actions et titres en circulation

	Au 28 juillet 2011	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Titres de la Fiducie d'actifs HSBC Canada (HSBC HaTS ^{MC}) ¹		
- Série 2015 ²	200 000	200
Actions préférentielles de catégorie 1		
- Série C ³	7 000 000	175
- Série D ⁴	7 000 000	175
- Série E ⁵	10 000 000	250
Actions préférentielles de catégorie 2		
- Série B ⁶	86 450 000	346
		<u>946</u>
Actions ordinaires		
Banque HSBC Canada	498 668 000	<u>1 225</u>

1 *Inscrits à l'état consolidé de la situation financière dans la participation sans contrôle dans la fiducie et une filiale.*

2 *Distributions en trésorerie non cumulatives, payables semestriellement, d'un montant de 25,75 \$CA par part.*

3 *Dividendes en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,31875 \$CA par action.*

4 *Dividendes en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,3125 \$CA par action.*

5 *Dividendes en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,4125 \$CA par action.*

6 *Dividendes en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement, d'un montant de 0,0775 \$CA par action.*

Au cours du deuxième trimestre de 2011, la banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 75 millions de \$CA sur ses actions ordinaires, comparativement à 65 millions de \$CA à la période correspondante de 2010. La banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 150 millions de \$CA sur ses actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 juin 2011, en regard de 140 millions de \$CA à la période correspondante de 2010.

Autres renseignements (suite)

Les dividendes trimestriels réguliers suivants ont été déclarés : 31,875 cents par action sur les actions préférentielles de catégorie 1, série C; 31,25 cents par action sur les actions préférentielles de catégorie 1, série D; 41,25 cents par action sur les actions préférentielles de catégorie 1, série E; et 7,75 cents par action sur les actions préférentielles de catégorie 2, série B, de la Banque HSBC Canada. Les dividendes seront versés le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2011.

D'autres renseignements sur les caractéristiques des titres et des actions de la banque, y compris certaines restrictions à l'égard des distributions à verser se rapportant aux HSBC HaTS, sont fournis dans les notes 10 et 12 du Rapport et états financiers annuels 2010.

Les dates d'inscription et de versement des dividendes sur les actions préférentielles de la banque pour le reste de 2011, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, sont les suivantes :

2011	
<u>Date d'inscription</u>	<u>Date de versement</u>
15 septembre	30 septembre
15 décembre	31 décembre

En 2011, la date de versement des distributions se rapportant aux HSBC HaTS est le 31 décembre 2011.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et exhaustif a été instauré à la banque et à ses filiales, tant à l'échelle de la direction que du conseil. Chaque année, se trouve dans le Rapport et états financiers annuels une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport. Des attestations, signées par le chef de la direction et le chef des finances, ont été déposées auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières en mars 2011, soit au dépôt du Rapport et états financiers annuels ainsi que d'autres documents d'information annuels. Dans ces documents et tel que l'exige au Canada le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs), le chef de la direction et le chef des finances attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents annuels qui sont déposés, de la conception et de l'efficacité des procédures et contrôles de communication de l'information de même que de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef des finances de la banque attestent de la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2011, et certifient être responsables de la conception et de la mise à jour des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour donner une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 juin 2011 qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur ce contrôle.

Tout comme dans les trimestres précédents, le comité d'audit de la banque a révisé ce document, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités connexes, et l'a approuvé avant sa publication.

Dans le rapport de gestion du Rapport et états financiers annuels 2010 de la banque, que l'on peut consulter sur son site Internet à l'adresse www.hsbc.ca, se trouve un rapport complet sur ses activités, ses stratégies et ses objectifs. Les lecteurs sont également invités à visiter ce site pour obtenir des informations financières trimestrielles supplémentaires.

Documents réglementaires

Les documents d'information continue de la banque, y compris ses documents intermédiaires et annuels, sont disponibles sur son site, au www.hsbc.ca, et sur celui des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com.

États financiers consolidés et notes (non audité) du deuxième trimestre de 2011

Table des matières

États financiers consolidés (non audité)

Compte consolidé de résultat (non audité)
État consolidé du résultat global (non audité)
État consolidé de la situation financière (non audité)
Tableau consolidé des flux de trésorerie (non audité)
État consolidé des variations des capitaux propres (non audité)

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité)

Note 1 Base d'établissement
Note 2 Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques
Note 3 Prêts et avances à des clients
Note 4 Rémunération et avantages du personnel
Note 5 Actifs détenus à des fins de transaction
Note 6 Dérivés
Note 7 Placements financiers
Note 8 Passifs détenus à des fins de transaction
Note 9 Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur
Note 10 Transferts d'actifs financiers qui ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation
Note 11 Notes afférentes au tableau des flux de trésorerie
Note 12 Engagements contractuels, garanties et passifs éventuels
Note 13 Analyse sectorielle
Note 14 Transactions avec des parties liées
Note 15 Événements postérieurs à la date de clôture
Note 16 Transition aux IFRS

États financiers consolidés (non audité)

Compte consolidé de résultat (non audité)

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Produits d'intérêts.....	595	576	607	1 202	1 146
Charges d'intérêts.....	(205)	(166)	(225)	(430)	(342)
Produits d'intérêts nets.....	390	410	382	772	804
Produits de commissions.....	183	181	183	366	347
Charges de commissions.....	(21)	(23)	(20)	(41)	(43)
Produits de commissions nets.....	162	158	163	325	304
Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets. Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	30 6	59 2	36 1	66 7	90 7
Produits de négociation nets.....	36	61	37	73	97
Profit/perte net(te) lié(e) aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	2	13	(8)	(6)	5
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	4	5	16	20	8
Autres produits opérationnels.....	25	43	40	65	85
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	619	690	630	1 249	1 303
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(31)	(72)	(49)	(80)	(141)
Résultat opérationnel net.....	588	618	581	1 169	1 162
Rémunération et avantages du personnel.....	(208)	(190)	(208)	(416)	(370)
Charges générales et administratives.....	(84)	(130)	(137)	(221)	(257)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(9)	(10)	(10)	(19)	(20)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles.....	(14)	(6)	(4)	(18)	(9)
Total des charges opérationnelles.....	(315)	(336)	(359)	(674)	(656)
Bénéfice opérationnel.....	273	282	222	495	506
Quote-part du bénéfice des entreprises associées.....	1	–	1	2	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	274	282	223	497	506
Charge d'impôt sur le résultat.....	(66)	(82)	(63)	(129)	(152)
Bénéfice de la période.....	208	200	160	368	354
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires.....	191	178	142	333	311
Bénéfice attribuable aux détenteurs d'actions préférentielles.....	15	15	15	30	30
Bénéfice attribuable aux actionnaires.....	206	193	157	363	341
Bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2	7	3	5	13
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)....	498 668	498 668	498 668	498 668	498 668
Résultat de base par action ordinaire.....	0,38 \$	0,36 \$	0,28 \$	0,67 \$	0,62 \$

États financiers consolidés (non audité) (suite)

État consolidé du résultat global (non audité)

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Bénéfice de la période	208	200	160	368	354
Autres éléments du résultat global					
Placements disponibles à la vente	43	44	(31)	12	26
– Profits/(pertes) sur la juste valeur	63	67	(26)	37	45
– Profits sur la juste valeur transférés au compte de résultat sur la sortie	(4)	(5)	(16)	(20)	(8)
– Impôt sur le résultat	(16)	(18)	11	(5)	(11)
Couvertures de flux de trésorerie	72	54	(56)	16	22
– Profits/(pertes) sur la juste valeur	99	77	(80)	19	31
– Impôt sur le résultat	(27)	(23)	24	(3)	(9)
Gains actuariels/(pertes actuarielles) au titre des régimes à prestations définies	(8)	(25)	6	(2)	(40)
– Avant l'impôt sur le résultat	(10)	(34)	13	3	(54)
– Impôt sur le résultat	2	9	(7)	(5)	14
Autres éléments du résultat global de la période, après impôt	107	73	(81)	26	8
Résultat global total pour la période	315	273	79	394	362
Résultat global total pour la période attribuable					
– Aux actionnaires	313	266	76	389	349
– Aux participations ne donnant pas le contrôle	2	7	3	5	13
	315	273	79	394	362

États financiers consolidés (non audité) (suite)

État consolidé de la situation financière (non audité)

		30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 décembre 2010 en millions de dollars
	<i>Notes</i>			
ACTIFS				
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale.....		66	78	79
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques.....		187	123	84
Actifs détenus à des fins de transaction.....	5	5 336	4 000	3 947
Dérivés.....	6	1 510	1 343	1 363
Prêts et avances à des banques.....		4 873	3 928	5 792
Prêts et avances à des clients.....	3	45 548	50 016	45 218
Placements financiers.....	7	17 928	14 268	16 149
Autres actifs.....		607	314	567
Paiements anticipés et produits à recevoir.....		206	184	186
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....		4 954	4 593	4 372
Participation dans des entreprises associées.....		45	41	43
Immobilisations corporelles.....		114	126	123
Goodwill et immobilisations incorporelles.....		85	99	94
Total des actifs.....		81 459	79 113	78 017
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs				
Dépôts effectués par des banques.....		1 056	1 152	999
Comptes des clients.....		45 522	44 140	45 460
Effets en transit vers d'autres banques.....		232	142	101
Passifs détenus à des fins de transaction.....	8	4 254	3 457	2 764
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	9	1 001	915	983
Dérivés.....	6	1 304	873	1 161
Titres de créance émis.....		15 280	16 556	14 816
Autres passifs.....		1 890	1 329	1 531
Acceptations.....		4 954	4 593	4 372
Charges à payer et produits différés.....		517	519	583
Passifs au titre des prestations de retraite.....		261	270	267
Créances subordonnées.....		321	333	324
Total des passifs.....		76 592	74 279	73 361
Capitaux propres				
Actions préférentielles.....		946	946	946
Actions ordinaires.....		1 225	1 225	1 225
Autres réserves.....		225	252	197
Résultats non distribués.....		2 241	1 981	2 058
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires.....		4 637	4 404	4 426
Participations ne donnant pas le contrôle.....		230	430	230
Total des capitaux propres.....		4 867	4 834	4 656
Total des passifs et des capitaux propres.....		81 459	79 113	78 017

États financiers consolidés (non audité) (suite)

Tableau consolidé des flux de trésorerie (non audité)

	Notes	Trimestre clos le			Semestre clos le	
		30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles						
Bénéfice avant impôt.....		274	282	223	497	506
Ajustements pour :						
– Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt.....	11	63	91	71	134	176
– Variation des actifs opérationnels.....	11	789	(393)	(1 010)	(221)	(470)
– Variation des passifs opérationnels.....	11	1 203	(19)	256	1 459	(304)
– Impôt payé.....		(73)	(90)	(65)	(138)	(204)
Entrées/(sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles.....		2 256	(129)	(525)	1 731	(296)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Achat de placements financiers.....		(5 234)	(66)	(4 507)	(9 741)	(1 575)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers.....		3 042	222	4 932	7 974	365
Acquisition d'immobilisations corporelles.....		(9)	8	(10)	(19)	(11)
(Sorties)/entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement.....		(2 201)	164	415	(1 786)	(1 221)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Remboursement de créances subordonnées.....		–	–	–	–	(100)
Dividendes versés aux actionnaires.....		(90)	(80)	(90)	(180)	(170)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle.....		(2)	(7)	(3)	(5)	(13)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement.....		(92)	(87)	(93)	(185)	(283)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.....						
		(37)	(52)	(203)	(240)	(1 800)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période.....		6 477	4 223	6 680	6 680	5 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période.....	11	6 440	4 171	6 477	6 440	4 171

États financiers consolidés (non audité) (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres pour le semestre clos le 30 juin 2011 (non audité)

	Capital social en millions de dollars	Résultats non distribués en millions de dollars	Autres réserves			Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires en millions de dollars	Participations ne donnant pas le contrôle en millions de dollars	Total des capitaux propres en millions de dollars
			Écart de réévaluation - disponible à la vente en millions de dollars	Réserve de couverture de flux de trésorerie en millions de dollars	Total des autres réserves en millions de dollars			
Au 1 ^{er} janvier	2 171	2 058	81	116	197	4 426	230	4 656
Bénéfice de la période	–	363	–	–	–	363	5	368
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	(2)	12	16	28	26	–	26
Placements disponibles à la vente	–	–	12	–	12	12	–	12
Couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	16	16	16	–	16
Gains actuariels/(pertes actuarielles) au titre des régimes à prestations définies	–	(2)	–	–	–	(2)	–	(2)
Total du résultat global de la période	–	361	12	16	28	389	5	394
Dividendes versés aux actionnaires	–	(180)	–	–	–	(180)	–	(180)
Distributions aux détenteurs de parts	–	–	–	–	–	–	(5)	(5)
Autres variations	–	2	–	–	–	2	–	2
Au 30 juin	2 171	2 241	93	132	225	4 637	230	4 867

États financiers consolidés (non audité) (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres pour le semestre clos le 30 juin 2010 (non audité)

	Capital social en millions de dollars	Résultats non distribués en millions de dollars	Autres réserves			Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires en millions de dollars	Participations ne donnant pas le contrôle en millions de dollars	Total des capitaux propres en millions de dollars
			Écart de réévaluation - disponible à la vente en millions de dollars	Réserve de couverture de flux de trésorerie en millions de dollars	Total des autres réserves en millions de dollars			
Au 1 ^{er} janvier	2 171	1 842	59	146	205	4 218	430	4 648
Bénéfice de la période	–	341	–	–	–	341	13	354
Autres éléments du résultat global (après impôt)	–	(40)	26	22	48	8	–	8
Placements disponibles à la vente	–	–	26	–	26	26	–	26
Couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	22	22	22	–	22
Gains actuariels/(pertes actuarielles) au titre des régimes à prestations définies.....	–	(40)	–	–	–	(40)	–	(40)
Total du résultat global pour la période	–	301	26	22	48	349	13	362
Dividendes versés aux actionnaires	–	(170)	–	–	–	(170)	–	(170)
Distributions aux détenteurs de parts	–	–	–	–	–	–	(13)	(13)
Autres variations.....	–	8	(1)	–	(1)	7	–	7
Au 30 juin	2 171	1 981	84	168	252	4 404	430	4 834

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité)

1 Base d'établissement

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

La Banque HSBC Canada (la « banque ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de la HSBC Holdings plc (la « société mère » ou la « HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés, le Groupe HSBC représente la société mère et ses filiales. Depuis le 1^{er} janvier 2011, la banque prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »).

Les IFRS se composent des normes comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et l'organisme qui l'a précédé ainsi que des interprétations émanant de l'IFRS Interpretations Committee et l'organisme qu'il a remplacé.

Les présents états financiers consolidés de la banque et de ses filiales ont été préparés selon l'International Accounting Standard (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et les dispositions de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (l'« IFRS 1 »), ont été appliquées.

Conformément aux IFRS, la banque a :

- fourni l'information financière comparative;
- appliqué rétrospectivement toutes les IFRS, hormis celles visées par les choix faits en vertu de l'IFRS 1;
- appliqué toutes les exceptions obligatoires qui s'appliquaient aux nouveaux adoptants des IFRS;
- choisi d'harmoniser la présentation de son information financière selon les IFRS avec celle de sa société mère aux fins de la consolidation, comme l'y autorisait l'IFRS 1.

Avant 2011, les états financiers consolidés annuels de la banque étaient établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens »). Les PCGR canadiens diffèrent, à certains égards, des IFRS. Afin de se conformer aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes comptables, d'évaluation et de consolidation qui étaient précédemment appliquées pour dresser les états financiers selon les PCGR canadiens. La note 16 comporte des rapprochements et des descriptions qui expliquent l'incidence de la transition des PCGR canadiens aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat et le résultat global ainsi que des rapprochements, poste par poste, de l'état de la situation financière et du compte de résultat.

Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels de la banque pour l'exercice 2010 et aux informations de transition des états financiers de la banque au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date, y compris le bilan d'ouverture et les informations de transition connexes.

b) Présentation de l'information

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, qui constituent également la monnaie fonctionnelle de la banque. Les montants paraissant aux tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

c) Utilisation d'estimations et recours aux hypothèses

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et à des hypothèses concernant des événements futurs. L'établissement d'estimations fait inévitablement intervenir l'utilisation des renseignements disponibles et le recours à des jugements. Les résultats réels qui seront obtenus dans l'avenir pourraient différer des estimations à partir desquelles l'information financière a été préparée. La direction est d'avis que les méthodes comptables critiques de la banque pour lesquelles un jugement doit nécessairement être posé sont celles qui ont trait à la dépréciation des prêts et des avances ainsi qu'à l'évaluation des instruments financiers, tel qu'il est décrit à la note 3 des états financiers intermédiaires au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

d) Consolidation

Les états financiers consolidés de la banque comprennent les états financiers de la banque et de ses filiales au 30 juin 2011. Les filiales sont consolidées à partir de la date de prise de contrôle par la banque. La méthode de l'acquisition est employée lorsque la banque acquiert des filiales. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie, incluant la contrepartie éventuelle, attribuée à la date de l'échange. Les coûts connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges au compte de résultat de la période durant laquelle ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels identifiables repris sont mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le goodwill correspond à l'excédent du total de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur, s'il en est, dans l'entreprise acquise sur le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Le montant de la participation ne donnant pas le contrôle est évalué soit à la juste valeur soit à la valeur correspondant à la part proportionnelle de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Les changements dans la participation d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte du contrôle sont comptabilisés comme des transactions intervenues entre les détenteurs de capitaux propres et sont pris en compte dans les capitaux propres.

Les entités contrôlées par la banque sont consolidées jusqu'à la date de la perte du contrôle.

Les circonstances suivantes peuvent indiquer une relation dans laquelle la banque contrôle, en substance, une entité ad hoc et doit, par conséquent, la consolider :

- les activités de l'entité ad hoc sont menées pour le compte de la banque selon ses besoins opérationnels spécifiques de façon à ce que la banque obtienne des avantages de l'activité de l'entité ad hoc;
- la banque a les pouvoirs de décision pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité ad hoc ou, en mettant en place un mécanisme « de pilotage automatique », l'entité a délégué ces pouvoirs de décision;
- la banque a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité ad hoc et, par conséquent, peut être exposée aux risques liés aux activités de l'entité ad hoc; ou
- la banque conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité ad hoc ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités.

La banque réévalue la consolidation chaque fois qu'il y a un changement de la substance de la relation entre la banque et l'entité ad hoc.

Toutes les transactions et tous les soldes intragroupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les états financiers consolidés de la banque incluent aussi la quote-part des résultats et des réserves attribuables aux entreprises associées.

Conformément à l'IFRS 1, la banque a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2004, soit la date de transition aux IFRS de sa société mère.

e) Changements de méthodes comptables en 2010

La banque a adopté la norme révisée IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (l'« IFRS 3 »), ainsi que les modifications à l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (l'« IAS 27 »). Les principaux changements en vertu de ces normes sont les suivants :

- les coûts connexes à une acquisition sont constatés en tant que charges au compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés;
- la totalité de la contrepartie transférée, y compris la contrepartie éventuelle, est constatée et évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition;
- les participations détenues avant l'acquisition du contrôle sont réévaluées à la juste valeur à la date où le contrôle est obtenu et tout profit ou perte est comptabilisé au compte de résultat;

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

- il est possible de faire le choix, et ce, pour chaque transaction, d'évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle (appelée antérieurement « participation minoritaire ») dans l'entité acquise soit à la juste valeur soit à la valeur correspondant à la part proportionnelle de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise;
- les changements dans la participation d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte du contrôle sont comptabilisés comme des transactions intervenues entre les détenteurs de capitaux propres et sont pris en compte dans les capitaux propres.

Dans le cas de la banque, la norme révisée IFRS 3 et les modifications à l'IAS 27 s'appliquent prospectivement aux acquisitions et aux transactions survenues depuis le 1^{er} janvier 2010 et n'ont eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés puisqu'elle n'a réalisé aucune acquisition après le 1^{er} janvier 2010.

f) Changements comptables à venir

Au 30 juin 2011, un certain nombre de normes et d'interprétations et de modifications à celles-ci avaient été publiées par l'IASB. Elles ne sont toutefois pas encore en vigueur pour les présents états financiers consolidés mais les plus importantes sont présentées ci-dessous. L'IASB poursuit son travail sur des projets relatifs à la constatation des produits et à la comptabilisation des contrats de location qui, combinés à l'IFRS 9 et aux autres normes décrites ci-dessous, représentent des changements généraux et importants aux exigences comptables de la période à compter de 2013.

IFRS 9, Instruments financiers (l'« IFRS 9 »)

Une description de la norme IFRS 9, Instruments financiers, figure aux pages 30 et 31 du rapport intermédiaire du premier trimestre de 2011, y compris les deuxième et troisième phases du projet entrepris par l'IASB en vue de remplacer l'IAS 39, qui portent sur la dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti et sur la comptabilité de couverture. L'IASB ne prévoit plus parachever le remplacement de l'IAS 39 d'ici juin 2011, car l'IASB et le Financial Accounting Standards Board des États-Unis ont convenu de prolonger le calendrier au-delà de cette date afin d'accomplir davantage de travail et de consulter les parties prenantes. Par conséquent, l'IASB effectue une consultation au sujet de la proposition visant à reporter la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2015 pour faciliter l'adoption du remplacement complet de l'IAS 39. C'est pourquoi la banque n'est toujours pas en mesure de donner la date à laquelle elle prévoit l'application globale de l'IFRS 9 et il est à peu près impossible de quantifier l'incidence de l'IFRS 9 à la date de publication des présents états financiers.

IFRS 10, États financiers consolidés, et IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, (l'« IFRS 10 ») et l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans les autres entités* (l'« IFRS 12 »). Les normes entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, l'adoption anticipée étant permise, et elles devront être appliquées de manière rétrospective.

Aux termes de l'IFRS 10, une méthode fondée sur la notion de pouvoir et de variabilité des rendements, et sur les liens qui les unissent, servira désormais à déterminer si toutes les entités doivent être consolidées. Cette méthode remplace l'approche actuelle mettant l'accent sur le contrôle juridique ou l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'IFRS 12 comprend les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux filiales et aux entreprises associées et présente de nouvelles exigences pour les entités structurées non consolidées.

La banque évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes IFRS, mais il est impossible de la quantifier à la date de publication des présents états financiers.

IFRS 13, Évaluation à la juste valeur (l'« IFRS 13 »)

L'IASB a également publié la norme IFRS 13, *Évaluation à la juste valeur*, (l'« IFRS 13 ») en mai 2011. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et l'adoption anticipée est permise. L'IFRS 13 doit être appliquée de manière prospective dès l'ouverture du premier exercice auquel elle s'applique. Les exigences en matière d'informations à fournir de l'IFRS 13 ne comprennent pas la fourniture d'informations comparatives pour les périodes antérieures à l'application initiale.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audités) (suite)

L'IFRS 13 constitue une source unique d'indications pour toutes les évaluations à la juste valeur exigées ou permises par les IFRS. La norme précise que la juste valeur correspond au prix de sortie, défini comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation et aux conditions prévalant sur le marché et étoffe les informations à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur.

La banque évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme IFRS, mais il est impossible de la quantifier à la date de publication des présents états financiers.

IAS 19, *Avantages du personnel* (l'« IAS 19 »)

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à la norme IAS 19, *Avantages du personnel* (l'« IAS 19 révisée »). La norme révisée s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et l'adoption anticipée est permise. L'IAS 19 révisée doit être appliquée de façon rétrospective.

Le remplacement des charges d'intérêts et du rendement attendu par une composante de coût financier comprenant les intérêts nets sur l'actif ou le passif au titre des prestations définies nettes constitue la modification la plus importante aux yeux de la banque. Cette composante de coût financier est déterminée en appliquant le même taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies à l'actif ou au passif au titre des prestations définies nettes. L'écart entre le rendement réel de l'actif du régime et le rendement inclus dans la composante de coût financier sera présenté dans les autres éléments du résultat global au compte consolidé de résultat. Ce changement a pour effet d'accroître la charge de retraite à hauteur de la différence entre le rendement prévu actuel de l'actif du régime et le rendement calculé en appliquant le taux d'actualisation approprié.

En se fondant sur une première estimation de l'incidence de cette modification particulière sur les états financiers de 2010, le changement entraînerait une augmentation de la charge de retraite au compte consolidé de résultat mais n'aurait aucun effet sur les obligations découlant des régimes de retraites. L'incidence sur le total des charges opérationnelles ne devrait pas être importante. L'effet à la date d'adoption dépendra des taux d'intérêt et des taux de rendement du marché à ce moment.

2 Résumé des principales méthodes comptables et méthodes comptables critiques

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 ») telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les méthodes comptables que la banque a adoptées le 1^{er} janvier 2011 sont présentées aux notes 2 et 3 afférentes aux états financiers intermédiaires de la banque au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

3 Prêts et avances à des clients

	Au 30 juin 2011		Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2010	
	Prêts et avances à des clients en millions de dollars	Prêts en pourcentage du total des prêts et avances bruts à des clients en pourcentage	Prêts et avances à des clients en millions de dollars	Prêts en pourcentage du total des prêts et avances bruts à des clients en pourcentage	Prêts et avances à des clients en millions de dollars	Prêts en pourcentage du total des prêts et avances bruts à des clients en pourcentage
Prêts personnels						
Prêts hypothécaires résidentiels	18 717	40,6 %	19 415	38,4 %	18 923	41,3 %
Autres prêts personnels	5 773	12,5 %	5 933	11,7 %	5 905	12,9 %
	24 490	53,1 %	25 348	50,1 %	24 828	54,2 %
Prêts à la consommation	2 464	5,3 %	2 788	5,5 %	2 615	5,7 %
Prêts à des sociétés et prêts commerciaux	14 913	32,4 %	16 402	32,4 %	14 989	32,7 %
Prêts du secteur financier						
Prêts à des institutions financières non bancaires ¹	4 216	9,2 %	6 078	12,0 %	3 413	7,4 %
Total des prêts et avances bruts à des clients	46 083	100,0 %	50 616	100,0 %	45 845	100,0 %
Moins : la perte de valeur	(535)		(600)		(627)	
Total des prêts et des avances accordés à des clients	45 548		50 016		45 218	

¹ Les prêts à des institutions financières non bancaires comprennent des contrats de revente de 3 246 millions de dollars (5 028 millions de dollars au 30 juin 2010 et 2 512 millions de dollars au 31 décembre 2010).

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

4 Rémunération et avantages du personnel

La rémunération et les avantages du personnel incluent les composantes du coût net des prestations d'une période relatif aux régimes de retraite et aux régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi, comme suit :

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Régimes de retraite à prestations définies.....	3	3	3	6	6
Régimes de retraite à cotisations définies.....	8	7	12	20	12
Régimes de soins de santé et régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi.....	2	2	3	5	4
	13	12	18	31	22

Les évaluations actuarielles relatives aux régimes de retraite et aux ententes d'avantages complémentaires de retraite de la banque sont effectuées annuellement. La dernière évaluation des régimes de retraite à prestations définies a été menée le 31 décembre 2010.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties	777	88	532
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties.....	4 559	3 912	3 415
	5 336	4 000	3 947
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles.....	854	246	557
Titres de créance.....	2 592	2 218	1 712
Titres de capitaux propres	163	37	26
Actifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients.....	1 139	858	553
Acceptations bancaires	588	641	1 099
	5 336	4 000	3 947

Les montants de la banque présentés dans le tableau ci-dessus comprennent les titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières de 77 millions de dollars (51 millions de dollars au 30 juin 2010 et 35 millions de dollars au 31 décembre 2010).

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

6 Dérivés

Juste valeur des dérivés selon le type de contrat détenu :

	Au 30 juin 2011					
	Actifs			Passifs		
	Actifs détenus à des fins de transaction	Actifs utilisés à des fins de couverture	Total	Passifs détenus à des fins de transaction	Passifs utilisés à des fins de couverture	Total
en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	
Dérivés de change	1 028	–	1 028	1 056	–	1 056
Dérivés de taux d'intérêt	204	278	482	157	91	248
Total brut des justes valeurs	1 232	278	1 510	1 213	91	1 304
Total			1 510			1 304

	Au 30 juin 2010					
	Actifs			Passifs		
	Actifs détenus à des fins de transaction	Actifs utilisés à des fins de couverture	Total	Passifs détenus à des fins de transaction	Passifs utilisés à des fins de couverture	Total
en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	
Dérivés de change	875	–	875	731	–	731
Dérivés de taux d'intérêt	154	314	468	118	24	142
Total brut des justes valeurs	1 029	314	1 343	849	24	873
Total			1 343			873

	Au 31 décembre 2010					
	Actifs			Passifs		
	Actifs détenus à des fins de transaction	Actifs utilisés à des fins de couverture	Total	Passifs détenus à des fins de transaction	Passifs utilisés à des fins de couverture	Total
en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	en millions de dollars	
Dérivés de change	935	–	935	986	–	986
Dérivés de taux d'intérêt	156	272	428	114	61	175
Total brut des justes valeurs	1 091	272	1 363	1 100	61	1 161
Total			1 363			1 161

Utilisation de dérivés

La banque utilise des dérivés pour trois principales raisons : pour créer des solutions de gestion des risques pour les clients, pour répondre à ses propres besoins de transactions et pour gérer et couvrir les risques de la banque. Les dérivés (à l'exception des dérivés désignés comme des instruments de couverture efficace, tel que le terme est défini dans l'IAS 39) sont détenus à des fins de transaction. Deux types de dérivés peuvent être classés comme étant détenus à des fins de transaction : ceux qui sont utilisés pour les activités de vente et de négociation et ceux utilisés à des fins de gestion des risques, mais qui, pour diverses raisons, ne respectent pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture. La seconde catégorie comprend les dérivés gérés conjointement avec les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur. Les activités liées aux dérivés sont décrites plus en détail ci-dessous.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Les activités de la banque liées aux dérivés donnent lieu à d'importantes positions ouvertes dans les portefeuilles de dérivés. Ces positions sont gérées en permanence pour veiller à ce que leur niveau de risque demeure acceptable. Pour ce faire, la banque conclut les transactions adéquates lorsque requis. Lorsqu'elle conclut des transactions sur dérivés, la banque utilise les mêmes procédures de gestion du risque de crédit que celles employées pour les prêts traditionnels pour évaluer et approuver les expositions éventuelles au risque de crédit.

Dérivés détenus à des fins de transaction

La plupart des transactions sur dérivés de la banque se rapportent aux activités de vente et de négociation. Les activités de vente comprennent la structuration de produits dérivés et leur commercialisation auprès de clients pour leur permettre de prendre, de transférer, de modifier ou de réduire des risques actuels ou attendus. Les activités de négociation de dérivés ont pour but premier de générer des bénéfices grâce aux fluctuations à court terme des prix ou des marges. Les positions peuvent être négociées activement ou être détenues pendant un certain temps pour profiter des variations prévues des taux de change, des taux d'intérêt, des prix des instruments de capitaux propres et d'autres paramètres du marché. La négociation comprend les activités de tenue de marché, de gestion de portefeuilles de swaps et d'arbitrage. La tenue de marché englobe la fixation de cours acheteur et vendeur pour d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. La gestion de portefeuilles de swaps suppose la gestion des positions exposées au risque de marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Quant à l'arbitrage, il consiste à repérer les écarts de taux entre les marchés et les produits et à en tirer parti.

Tel qu'il a été mentionné ci-dessus, les autres dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction comprennent les dérivés qui ne se qualifient pas comme couvertures, les dérivés de couverture inefficaces et les composantes des dérivés de couverture qui sont exclues de l'appréciation de l'efficacité d'une couverture. Les dérivés de couverture qui ne se qualifient pas comme couvertures sont conclus à des fins de gestion des risques, mais ne respectent pas les critères de la comptabilité de couverture. Ils incluent les dérivés gérés conjointement aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.

Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés, notamment l'intérêt contractuel, qui ne remplissent pas les conditions requises pour la comptabilité de couverture sont présentés dans le poste Produits de négociation nets, sauf pour les dérivés gérés conjointement avec les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur, dont les profits et les pertes sont présentés dans les produits nets liés aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur avec les profits et les pertes sur les éléments couverts. Lorsque les dérivés sont gérés avec des titres de créance en circulation, l'intérêt contractuel est présenté dans les charges d'intérêts avec les intérêts à verser sur la dette émise.

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de transaction par type de produit

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Dérivés de change.....	56 937	40 701	43 704
Dérivés de taux d'intérêt.....	175 094	26 870	42 543
Total des dérivés.....	232 031	67 571	86 247

Les montants notionnels ou contractuels des instruments indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas de montants à risque.

Instruments de couverture

La banque utilise des dérivés (surtout des swaps de taux d'intérêt) à des fins de couverture pour la gestion de ses propres portefeuilles d'actifs et de passifs et positions structurelles, ce qui lui permet d'optimiser l'ensemble des coûts d'accès aux marchés de titres de créance et d'atténuer le risque de marché qui autrement découlerait des déséquilibres structurels relatifs à l'échéance et aux autres caractéristiques de ses actifs et passifs.

Montants contractuels notionnels des dérivés détenus à des fins de couverture par type de produit

Les montants contractuels notionnels des instruments indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas de montants à risque.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

	Au 30 juin 2011		Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2010	
	Couverture de flux de trésorerie en millions de dollars	Couverture de la juste valeur en millions de dollars	Couverture de flux de trésorerie en millions de dollars	Couverture de la juste valeur en millions de dollars	Couverture de flux de trésorerie en millions de dollars	Couverture de la juste valeur en millions de dollars
Dérivés de taux d'intérêt.....	18 852	4 025	11 712	331	13 485	1 465

Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur de la banque se composent essentiellement de swaps de taux d'intérêt qui sont employés pour se protéger contre les variations de la juste valeur des instruments financiers à taux fixe attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt du marché. Pour les couvertures de la juste valeur qualifiées, toutes les variations de la juste valeur du dérivé et de la juste valeur de l'élément lié au risque couvert sont comptabilisées au compte de résultat. Si un terme est mis à la relation de couverture, un ajustement de la juste valeur de l'élément couvert continue à être présenté en tant que composante de base de l'élément et est amorti au compte de résultat comme ajustement du rendement sur le reste de la période de couverture.

Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur

	Au 30 juin 2011		Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2010	
	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars
Dérivés de taux d'intérêt	9	36	4	4	14	8

Profits ou pertes attribuables à la variation de la juste valeur des couvertures de la juste valeur

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Profits/(pertes)			
– sur les instruments de couverture	(28)	(4)	9
– sur les éléments couverts attribuables au risque couvert.....	29	4	(10)

Les profits et les pertes sur les portions inefficaces des couvertures de la juste valeur sont comptabilisés immédiatement dans les produits de négociation nets.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie de la banque se composent essentiellement de swaps de taux d'intérêt et de swaps de devises qui sont employés pour se protéger contre les expositions à la variabilité des flux de trésorerie d'intérêts futurs sur les actifs et les passifs détenus à des fins autres que de transaction qui portent intérêt à des taux variables ou qui devraient être remboursés ou réinvestis dans le futur. Les montants et les échéances des flux de trésorerie futurs, représentant à la fois le principal et les intérêts, sont prévus pour chaque portefeuille d'actifs et de passifs financiers sur la base de leurs modalités contractuelles et d'autres facteurs pertinents, y compris les estimations des paiements anticipés et des défauts de paiements. Le total des flux de trésorerie liés aux montants de principal et aux intérêts de tous les portefeuilles au fil du temps forme la base pour déterminer les profits et les pertes sur les parties efficaces des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie des transactions prévues. Les profits et les pertes sont initialement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans la réserve de couverture de flux de trésorerie, et sont transférés au compte de résultat lorsque les flux de trésorerie prévus ont une incidence sur celui-ci.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)*Juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie*

	Au 30 juin 2011		Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2010	
	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars	Actifs en millions de dollars	Passifs en millions de dollars
Dérivés de taux d'intérêt.....	269	55	310	20	258	53

7 Placements financiers

Les placements financiers de la banque, classés comme étant disponibles à la vente et qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties, se composent de ce qui suit :

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Bons du Trésor et autres lettres de change admissibles.....	2 588	3 317	2 898
Titres de créance.....	15 323	10 933	13 234
Titres de capitaux propres.....	17	18	17
Total des placements financiers.....	17 928	14 268	16 149

Les titres de créance comprennent les titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières de 1 614 millions de dollars (1 019 millions de dollars au 30 juin 2010 et 1 265 millions de dollars au 31 décembre 2010), dont une tranche de 420 millions de dollars (314 millions de dollars au 30 juin 2010 et 852 millions de dollars au 31 décembre 2010) est garantie par diverses administrations publiques, ainsi que des titres de créance émis par des administrations publiques de 13 548 millions de dollars (9 865 millions de dollars au 30 juin 2010 et 11 863 millions de dollars au 31 décembre 2010).

8 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Autres titres de créance émis.....	154	145	98
Passifs détenus à des fins de transaction pour le compte de clients.....	1 881	1 737	1 402
Autres passifs – positions vendeur nettes.....	2 219	1 575	1 264
	4 254	3 457	2 764

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)**9 Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur**

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Titres de créance émis	580	505	568
Créances subordonnées	421	410	415
	1 001	915	983

Au 30 juin 2011, la valeur comptable des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur avait augmenté de 33 millions de dollars (augmentation de 23 millions de dollars au 30 juin 2010 et de 25 millions de dollars au 31 décembre 2010) par rapport au montant contractuel à l'échéance. Au 30 juin 2011, le cumul des variations de la juste valeur attribuables aux changements du risque de crédit a occasionné un profit de 5 millions de dollars (profit de 25 millions de dollars au 30 juin 2010 et profit de 12 millions de dollars au 31 décembre 2010).

10 Transferts d'actifs financiers qui ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation

Dans le cadre normal des activités, la banque conclut des transactions aux termes desquelles elle transfère directement à des tiers ou à des entités ad hoc des actifs financiers qu'elle a comptabilisés. La banque titre des titres adossés à des créances hypothécaires par l'entremise de programmes parrainés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et d'autres programmes de tiers.

Les actifs financiers sont entièrement décomptabilisés lorsque la banque transfère son droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie qui y sont associés ou qu'elle conserve ce droit mais qu'elle assume l'obligation de remettre ces flux de trésorerie et transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces risques incluent ceux de crédit, de taux d'intérêt, de change et de paiement anticipé ainsi que d'autres risques liés aux prix.

La majeure partie des actifs financiers qui ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation sont : i) les prêts hypothécaires qui sont convertis en titres adossés à des créances hypothécaires et qui sont vendus par la suite; ii) les titres de créance détenus par des contreparties en guise de garantie aux termes de contrats de rachat; et iii) les titres de capitaux propres prêtés en vertu de conventions de prêt de titres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

11 Notes afférentes au tableau des flux de trésorerie

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	23	16	14	37	29
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	6	6	5	11	12
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	31	66	49	80	129
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	3	3	3	6	6
	63	91	71	134	176
Variation des actifs opérationnels					
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	17	18	(37)	(20)	(6)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	677	53	156	833	539
Variation des prêts et avances à des clients	380	(551)	(790)	(410)	(1 981)
Variation des autres actifs	(285)	87	(339)	(624)	978
	789	(393)	(1 010)	(221)	(470)
Variation des passifs opérationnels					
Variation des charges à payer et des produits différés	(36)	(46)	(30)	(66)	(54)
Variation des dépôts effectués par des banques	(564)	(1 848)	621	57	(1 344)
Variation des comptes des clients	1 270	1 813	(1 208)	62	961
Variation des titres de créance émis	51	63	413	464	321
Variation des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	25	(218)	(7)	18	(223)
Variation des autres passifs	457	217	467	924	35
	1 203	(19)	256	1 459	(304)
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale	66	78	63	66	78
Effets en cours de compensation auprès (provenant) d'autres banques, montant net	(45)	(19)	(75)	(45)	(19)
Prêts et avances à des banques - un mois ou moins	4 873	3 928	5 590	4 873	3 928
Bons du Trésor et certificats de dépôt - trois mois ou moins	1 546	184	899	1 546	184
	6 440	4 171	6 477	6 440	4 171

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)**12 Engagements contractuels, garanties et passifs éventuels**

	Au 30 juin 2011 en millions de dollars	Au 30 juin 2010 en millions de dollars	Au 31 décembre 2010 en millions de dollars
Garanties et autres passifs éventuels			
Garanties et lettres de crédit irrévocables données comme garantie additionnelle	2 362	2 230	2 337
Engagements			
Lettres de crédit documentaire et transactions liées au commerce international à court terme.....	432	303	352
Marges de crédit, crédits de soutien et autres engagements de prêts formels inutilisés.....	35 035	34 306	34 298
	35 467	34 609	34 650
Rehaussements de crédit et de rendement			
Rehaussements de crédit et de rendement.....	-	14	15

Le tableau ci-dessus présente les montants nominaux du principal des engagements, des garanties et des autres passifs éventuels. Ils se rapportent principalement à des instruments de crédit qui incluent à la fois des garanties et des engagements financiers et non financiers d'accorder du crédit. Les montants contractuels représentent les montants à risque si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et que le client n'honorait pas ses obligations. Une importante partie des garanties et des engagements devrait arriver à échéance sans qu'aucun montant n'ait été prélevé. Le total de ces montants nominaux en principal n'est pas représentatif des besoins futurs en liquidités.

Passifs éventuels

Dans le cadre normal des activités, il est possible que la banque ait à faire face à un certain nombre de poursuites. De l'avis de la direction, les conséquences de telles poursuites, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'influence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur les résultats de ses activités consolidées.

13 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats selon ses principaux groupes de clients. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des groupes de clients. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux groupes qui réalisent ces produits. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées aux groupes de clients au moyen de formules d'attribution appropriées. Les produits d'intérêts nets des groupes de clients reflètent les charges et les crédits en matière de financement établis à l'interne relativement aux actifs et aux passifs et au capital de ces groupes, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes et des monnaies concernées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les chiffres des services bancaires internationaux et marchés.

Les divers groupes de clients se définissent comme suit :

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine : Ces services sont offerts aux particuliers et comportent une vaste gamme de produits et de services tels des services bancaires personnels, des services de gestion d'actifs, des services de courtage de plein exercice et de courtage à escompte et des services de conseil et de fiducie.

En novembre 2010, notre société mère avait annoncé que les services bancaires de détail et les services de gestion de patrimoine seraient gérés dans le cadre d'un secteur d'activité unique aux fins d'évaluation du rendement du Groupe HSBC par groupe de clients ou secteur d'activité. Ce nouveau secteur d'activité intègre les services financiers aux particuliers et les services de gestion globale d'actifs qui, auparavant, faisaient partie des services bancaires internationaux et marchés. Ce changement a été pris en compte dans les résultats du deuxième trimestre de 2011 et les chiffres des périodes antérieures ont été retraités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Services aux entreprises

Services aux entreprises : Ces services s'adressent aux entreprises et aux sociétés canadiennes et comportent des produits et des services tels des services bancaires aux entreprises et aux sociétés, des services de banque d'affaires, de trésorerie et de commerce international.

Services bancaires internationaux et marchés

Services bancaires internationaux et marchés : Ces services comportent une gamme complète de services financiers destinés aux plus grandes multinationales faisant affaire avec la HSBC et englobent le service, la distribution et la vente aux clients, la gestion de l'actif et du passif et la négociation pour le compte de la HSBC. Ils visent les entités qui ont des besoins particuliers en matière de produits à valeur ajoutée de portée internationale et offrent des services internationaux aux sociétés, des services de gestion d'actifs, des services de conseil en matière de fusions et d'acquisitions ainsi que des services de trésorerie et de commerce international.

Crédit à la consommation

Crédit à la consommation : Le crédit à la consommation offre des produits financiers aux consommateurs, notamment des prêts sur biens immobiliers garantis, des prêts personnels non garantis, des produits d'assurance spécialisée et des cartes de crédit sous marque du commerçant.

Autres

Les activités ou les transactions qui ne se rapportent pas directement aux secteurs d'activité sont présentés dans « Autres ». Les principaux éléments inclus dans le secteur « Autres » comprennent les instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur ainsi que les produits et les recouvrements de charges liés aux activités de technologies de l'information exercées au nom des autres sociétés du Groupe HSBC.

Les méthodes comptables utilisées pour ces différents segments de marché sont conformes à celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés, tel qu'elles sont décrites à la note 2.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Analyse par groupe de clients

Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de la juste valeur

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Services bancaires de détail et gestion de patrimoine					
Produits d'intérêts nets	107	98	94	201	195
Produits de commissions nets.....	66	62	70	136	122
Produits de négociation nets.....	4	13	6	10	19
Autres produits opérationnels.....	2	3	2	4	5
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	179	176	172	351	341
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(4)	(7)	(2)	(6)	(15)
Résultat opérationnel net	175	169	170	345	326
Total des charges opérationnelles.....	(127)	(145)	(156)	(283)	(289)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	48	24	14	62	37
Services aux entreprises					
Produits d'intérêts nets	177	190	173	350	384
Produits de commissions nets.....	67	63	69	136	120
Produits de négociation nets.....	6	14	6	12	21
Autres produits opérationnels.....	(16)	–	1	(15)	4
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	234	267	249	483	529
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(6)	(38)	(17)	(23)	(69)
Résultat opérationnel net	228	229	232	460	460
Total des charges opérationnelles.....	(80)	(86)	(96)	(176)	(164)
Bénéfice opérationnel	148	143	136	284	296
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	1	–	1	2	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	149	143	137	286	296

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de la juste valeur

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Services bancaires internationaux et marchés					
Produits d'intérêts nets.....	40	42	49	89	63
Produits de commissions nets.....	19	18	14	33	39
Produits de négociation nets.....	23	33	21	44	56
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	4	5	16	20	8
Autres produits opérationnels.....	1	1	1	2	2
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	87	99	101	188	168
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	—	1	—	—	3
Résultat opérationnel net.....	87	100	101	188	171
Total des charges opérationnelles.....	(27)	(23)	(29)	(56)	(45)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	60	77	72	132	126
Crédit à la consommation					
Produits d'intérêts nets.....	69	81	70	139	164
Produits de commissions nets.....	10	15	10	20	23
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	—	—	—	—	(1)
Autres produits opérationnels.....	1	—	1	2	1
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	80	96	81	161	187
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(21)	(28)	(30)	(51)	(60)
Résultat opérationnel net.....	59	68	51	110	127
Total des charges opérationnelles.....	(44)	(43)	(43)	(87)	(85)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	15	25	8	23	42
Autres					
Charges d'intérêts nets.....	(3)	(1)	(4)	(7)	(2)
Produits de négociation nets.....	3	1	4	7	1
Profit/perte net(te) lié(e) aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	2	13	(8)	(6)	5
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	—	—	—	—	1
Autres produits opérationnels.....	37	39	35	72	73
Résultat opérationnel net.....	39	52	27	66	78
Total des charges opérationnelles.....	(37)	(39)	(35)	(72)	(73)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat.....	2	13	(8)	(6)	5

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Autres renseignements au sujet du bénéfice (de la perte) dans le trimestre

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine en millions de dollars	Services aux entreprises en millions de dollars	Services bancaires internationaux et marchés en millions de dollars	Crédit à la consommation en millions de dollars	Autres en millions de dollars	Total en millions de dollars
Trimestre clos le 30 juin 2011						
Résultat opérationnel net	175	228	87	59	39	588
Externe.....	190	219	81	59	39	588
Intersectoriel.....	(15)	9	6	–	–	–
Trimestre clos le 30 juin 2010						
Résultat opérationnel net	169	229	100	68	52	618
Externe.....	179	225	94	68	52	618
Intersectoriel.....	(10)	5	5	–	–	–
Trimestre clos le 31 mars 2011						
Résultat opérationnel net	170	232	101	51	27	581
Externe.....	192	225	86	51	27	581
Intersectoriel.....	(22)	7	15	–	–	–

Autres renseignements au sujet du bénéfice (de la perte) dans le semestre

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine en millions de dollars	Services aux entreprises en millions de dollars	Services bancaires internationaux et marchés en millions de dollars	Crédit à la consommation en millions de dollars	Autres en millions de dollars	Total en millions de dollars
Semestre clos le 30 juin 2011						
Résultat opérationnel net	345	460	188	110	66	1 169
Externe.....	382	444	167	110	66	1 169
Intersectoriel.....	(37)	16	21	–	–	–
Semestre clos le 30 juin 2010						
Résultat opérationnel net	326	460	171	127	78	1 162
Externe.....	339	446	172	127	78	1 162
Intersectoriel.....	(13)	14	(1)	–	–	–

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Données tirées de l'état de la situation financière

	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine en millions de dollars	Services aux entreprises en millions de dollars	Services bancaires internationaux et marchés en millions de dollars	Crédit à la consommation en millions de dollars	Autres en millions de dollars	Total en millions de dollars
Au 30 juin 2011						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	24 485	14 295	5 630	2 375	(1 237)	45 548
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....	—	4 165	789	—	—	4 954
Total des actifs.....	25 466	19 314	35 496	2 531	(1 348)	81 459
Comptes des clients.....	25 270	17 478	2 808	1 237	(1 271)	45 522
Acceptations.....	—	4 165	789	—	—	4 954
Total des passifs.....	35 436	22 352	17 500	2 161	(857)	76 592
Au 30 juin 2010						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	25 405	16 154	6 670	2 635	(848)	50 016
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....	—	3 732	861	—	—	4 593
Total des actifs.....	26 758	20 399	30 037	2 813	(894)	79 113
Comptes des clients.....	25 857	16 267	2 027	849	(860)	44 140
Acceptations.....	—	3 732	861	—	—	4 593
Total des passifs.....	37 082	20 793	14 386	2 468	(450)	74 279
Au 31 décembre 2010						
Prêts et avances à des clients (montant net).....	24 839	14 741	3 790	2 468	(620)	45 218
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....	—	3 468	904	—	—	4 372
Total des actifs.....	25 792	18 908	31 392	2 618	(693)	78 017
Comptes des clients.....	26 259	17 503	1 709	622	(633)	45 460
Acceptations.....	—	3 468	904	—	—	4 372
Total des passifs.....	37 235	21 689	12 399	2 257	(219)	73 361

14 Transactions avec des parties liées

La société mère de la banque est HSBC Holdings plc, qui a été constituée en Angleterre. Les parties liées à la banque comprennent sa société mère, les autres filiales de celle-ci ainsi que le personnel de gestion clé.

Transactions entre la Banque HSBC Canada et d'autres filiales de la HSBC Holdings plc

	Trimestre clos le			Semestre clos le	
	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars	31 mars 2011 en millions de dollars	30 juin 2011 en millions de dollars	30 juin 2010 en millions de dollars
Total des produits.....	45	53	42	87	97
Total des charges.....	2	38	41	43	74

Les montants en cours indiqués ci-dessus découlent de transactions conclues dans le cadre normal des activités et assorties des mêmes modalités, incluant les taux d'intérêt et les sûretés, que celles de transactions comparables intervenues avec des contreparties qui sont de tierces parties.

Au cours du trimestre, la banque a recouvré 47 millions de dollars auprès d'une filiale de la HSBC Holdings plc relativement à des charges déjà payées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

La banque a capitalisé des charges intragroupe de 5 millions de dollars relatives à des logiciels (un montant nul au 30 juin 2010 et 3 millions de dollars au 31 mars 2011).

15 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a eu aucun événement important après la date de clôture de la période qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés du 30 juin 2011.

16 Transition aux IFRS

Les méthodes comptables citées en référence à la note 2 ont été uniformément appliquées aux fins de l'établissement des états financiers intermédiaires de toutes les périodes présentées. La transition n'a pas eu de répercussion sur les flux de trésorerie nets de la banque ni sur l'aspect économique de ses activités, bien que la constatation et le classement de certains éléments de l'état de la situation financière et du compte de résultat aient changés. Ce qui suit explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la performance financière, la situation financière et les flux de trésorerie de la banque.

La banque a changé son mode de présentation afin de le rendre conforme à celui des autres entités du Groupe HSBC qui publient leurs informations selon les IFRS. Ces modifications sont appelées « reclassements liés à la présentation » en b) et en c) ci-après.

a) **Rapprochements du bénéfice net, du total du résultat étendu et du total des capitaux propres selon les PCGR canadiens et selon les IFRS**

La banque préparait auparavant ses états financiers de base conformément aux PCGR canadiens, lesquels diffèrent, sous certains aspects importants, des IFRS.

Rapprochement du bénéfice net présenté antérieurement selon les PCGR canadiens et du bénéfice de la période selon les IFRS

		Trimestre clos le 30 juin 2010 en millions de dollars	Semestre clos le 30 juin 2010 en millions de dollars
	Renvoi		
Bénéfice net selon les PCGR canadiens		167	266
Ajustements du bénéfice net:			
Décomptabilisation des actifs financiers titrisés	i	33	114
Régimes à prestations définies du personnel	ii	2	4
Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente	iii	28	8
Comptabilité de couverture	v	(22)	(8)
Impôt	vi	(11)	(38)
Autres	vii	(4)	(5)
Participations ne donnant pas le contrôle ¹		7	13
Total des ajustements du bénéfice net		<u>33</u>	<u>88</u>
Bénéfice selon les IFRS		<u>200</u>	<u>354</u>

¹ Aux termes des PCGR canadiens, les distributions en lien avec les participations ne donnant pas le contrôle sont passées en charges au compte consolidé de résultat alors que selon les IFRS, de telles participations constituent une composante des capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Rapprochement du total du résultat étendu présenté antérieurement selon les PCGR canadiens et du résultat global total de la période selon les IFRS

	Renvoi	Trimestre clos le 30 juin 2010 en millions de dollars	Semestre clos le 30 juin 2010 en millions de dollars
Total du résultat étendu selon les PCGR canadiens		271	319
Écart au titre du bénéfice net		33	88
Ajustements des autres éléments du résultat étendu:			
Décomptabilisation des actifs financiers titrisés.....	i	(1)	(2)
Régimes à prestations définies du personnel	ii	(34)	(54)
Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente.....	iii	(28)	(8)
Désignation des titres de créance détenus auprès d'autres institutions	iv	-	(3)
Comptabilité de couverture	v	22	8
Impôt.....	vi	11	14
Autres	vii	(1)	-
Total des ajustements des autres éléments du résultat étendu		<u>(31)</u>	<u>(45)</u>
Résultat global total selon les IFRS		<u>273</u>	<u>362</u>

Rapprochement du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires présenté antérieurement selon les PCGR canadiens et du total des capitaux propres selon les IFRS

	Renvoi	Au 30 juin 2010 en millions de dollars
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires selon les PCGR canadiens		4 516
Ajustements des capitaux propres attribuables aux actionnaires:		
Décomptabilisation des actifs financiers titrisés.....	i	7
Régimes à prestations définies du personnel	ii	(232)
Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente ¹	iii	-
Désignation des titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières	iv	10
Comptabilité de couverture	v	-
Impôt.....	vi	67
Autres	vii	36
Total des ajustements aux capitaux propres attribuables aux actionnaires		<u>(112)</u>
Participations ne donnant pas le contrôle ²		<u>430</u>
Total des capitaux propres selon les IFRS		<u>4 834</u>

¹ Écriture de reclassement entre les résultats non distribués et les autres éléments du résultat global.

² Selon les PCGR canadiens, les participations ne donnant pas le contrôle ne sont pas présentées comme une composante du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Toutefois, selon les IFRS, de telles participations sont présentées comme une composante du total des capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

i) Décomptabilisation des actifs financiers titrisés (IAS 39 - Instruments financiers)

La banque titre des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* par l'intermédiaire de programmes parrainés par la SCHL. Ces programmes comportent un processus en deux étapes par suite duquel les prêts hypothécaires assurés sont convertis en titres adossés à des créances hypothécaires puis sont vendus.

La banque vend des titres adossés à des créances à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH ») par le biais du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC ») et du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés. Selon les PCGR canadiens, les caractéristiques de la transaction répondent aux critères de décomptabilisation énoncés dans la NOC-12, *Cessions de créances*. Par conséquent, la transaction est comptabilisée comme une vente, les titres adossés à des créances hypothécaires étant sortis de l'état de la situation financière et le profit ou la perte étant comptabilisé au compte de résultat. Aux termes des IFRS, les caractéristiques de la transaction ne respectent pas les critères de décomptabilisation énoncés dans l'IAS 39 parce que le critère de transfert n'est pas rempli. Ce critère requiert de la banque qu'elle n'ait aucune obligation de verser des montants au cessionnaire, à moins qu'en tant que cédant, elle recouvre des montants équivalents des actifs initiaux. Ainsi, la transaction est comptabilisée comme un emprunt garanti, les prêts hypothécaires sous-jacents aux titres adossés aux créances hypothécaires titrisés demeurent inscrits à l'état de la situation financière, un passif est comptabilisé pour le financement reçu, et aucun profit ni perte n'est constaté sur ce transfert.

Tel qu'il est indiqué ci-dessus, dans le cadre de titrisations de titres adossés à des créances hypothécaires, la banque est tenue de conclure certaines opérations sur dérivés afin de protéger la FCH contre le risque de remboursement anticipé des prêts hypothécaires couverts par le programme. Les dérivés représentent une obligation contractuelle de régler aux porteurs les intérêts des OHC et le droit de toucher les flux de trésorerie générés par les titres adossés à des créances hypothécaires, et ils sont classés comme des swaps. En vertu des PCGR canadiens, les dérivés sont constatés et classés comme étant détenus à des fins de transaction et les ajustements à la juste valeur sont constatés dans le compte de résultat. Aux termes des IFRS, il n'est pas obligatoire de comptabiliser les dérivés, ce qui permet d'éviter d'inscrire deux fois les actifs titrisés qui ne sont pas décomptabilisés.

Aux termes des PCGR canadiens, la banque constate, à l'égard des droits qu'elle conserve, un passif de gestion et les produits connexes. Ce passif représente les coûts futurs qu'il lui faudra engager pour s'acquitter de son obligation de gestion des titres adossés à des créances hypothécaires qu'elle a titrisés et vendus. Selon les IFRS, la banque continue de constater la totalité des droits sur les prêts hypothécaires sous-jacents qui ont été titrisés et ne comptabilise ni ce passif de gestion ni les produits qui y sont associés.

En plus de prendre part à ces programmes, la banque titre des prêts hypothécaires auprès d'une tierce partie. Le traitement comptable de ces titrisations est identique à celui des ventes de titres adossés à des créances hypothécaires.

Au moment de la transition aux IFRS, ces opérations de titrisation ont eu pour incidence nette une diminution des capitaux propres attribuables aux actionnaires selon les PCGR canadiens, diminution représentant l'élimination des profits et des pertes de titrisation sur les opérations de titrisation en cours à ce moment-là ou postérieures au 1^{er} janvier 2004 ainsi que les produits de gestion réalisés conformément aux PCGR canadiens, moins un ajustement pour les produits et charges d'intérêts qui, autrement, auraient été comptabilisés conformément aux IFRS, ainsi que l'élimination des ajustements attribuables à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés connexes. De plus, cela tient compte de l'incidence de l'élimination des ajustements attribuables à la réévaluation de la juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires classés comme titres disponibles à la vente selon les PCGR canadiens, lesquels ne sont pas inclus dans les autres éléments du résultat global aux termes des IFRS. Au 30 juin 2010, l'incidence nette de ces opérations de titrisation s'est traduite par un accroissement des capitaux propres attribuables aux actionnaires selon les PCGR canadiens.

ii) Régimes à prestations définies du personnel (IAS 19 – Avantages du personnel)

Au moment du basculement des PCGR canadiens aux IFRS, le 1^{er} janvier 2010 ainsi qu'au 30 juin 2010, la banque a constaté une réduction des résultats non distribués établis selon les PCGR canadiens en raison de différences de traitement comptable des régimes à prestations définies entre ces PCGR et les IFRS. La partie la plus importante de cette réduction des capitaux propres attribuables aux actionnaires a résulté d'un changement dans la façon dont la banque comptabilise les gains et pertes actuariels.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Selon les PCGR canadiens, la banque reportait à des exercices ultérieurs la comptabilisation des gains et pertes actuariels. Antérieurement, les gains et pertes actuariels excédant un corridor de 10 % étaient comptabilisés dans le compte de résultat sur la durée moyenne réelle du reste de la carrière des salariés à l'aide de la méthode du « corridor ». La banque a harmonisé sa méthode comptable avec celle de sa société mère, qui n'utilise pas la méthode du « corridor ». Par conséquent, la banque a choisi une méthode comptable aux termes de laquelle tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement constatés dans les autres éléments du résultat global. Ainsi, tous les gains actuariels nets non constatés au 1^{er} janvier 2010 ont, à la transition aux IFRS, été constatés dans les résultats non distribués par voie de l'état du résultat global, ce qui a eu pour effet d'harmoniser la méthode comptable de la banque avec celle de sa société mère à compter du 1^{er} janvier 2004. Le bénéfice aux termes des IFRS a augmenté en raison de la reprise de l'amortissement des pertes actuarielles nettes et des coûts des prestations constituées au titre des services passés qui étaient comptabilisés antérieurement aux termes des PCGR canadiens.

Il existe d'autres différences entre les PCGR canadiens et les IFRS quant à la comptabilisation des régimes à prestations définies. Le calcul et le traitement de la provision pour moins-value, le traitement de l'obligation transitoire constatée aux termes des PCGR canadiens et le traitement des modifications aux prestations et des règlements comptent parmi les éléments à l'égard desquels il existe de telles différences et qui ont eu des répercussions au moment de la transition. De plus, la banque utilisait le 30 septembre comme date de mesure aux termes des PCGR canadiens, alors que selon les IFRS, sa date de mesure est le 31 décembre.

iii) Traitement des opérations de change sur les titres de créance disponibles à la vente (IAS 39 – Instruments financiers)

La banque détient certains titres de créance disponibles à la vente et libellés en monnaies étrangères. En vertu des PCGR canadiens, les profits ou pertes de change sur de tels titres sont inscrits dans les autres éléments du résultat global, alors qu'en vertu des IFRS, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat. En raison de la constatation de gains de change, le bénéfice en vertu des IFRS a augmenté par rapport à celui établi aux termes des PCGR canadiens dans les périodes comparatives présentées. La transition n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires puisque l'ajustement des pertes de change cumulées de 91 millions de dollars au 30 juin 2010 a donné lieu à une diminution des résultats non distribués, ce qui a été compensé par une augmentation correspondante des autres éléments du résultat global.

iv) Désignation des titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières (IAS 39 – Instruments financiers)

La banque classait certains titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières comme des prêts et créances, lesquels étaient évalués au coût amorti aux termes des PCGR canadiens. Selon les IFRS, les titres de créance sont désignés comme étant disponibles à la vente et sont évalués à la juste valeur, les variations de celle-ci étant constatées dans les autres éléments du résultat global. La constatation des produits d'intérêts n'a pas changé et c'est pourquoi, pour les périodes comparatives présentées, cet ajustement n'a donné lieu à aucune différence entre le bénéfice établi selon les IFRS et celui calculé selon les PCGR canadiens.

v) Comptabilité de couverture (IAS 39 – Instruments financiers)

La banque a désigné et documenté formellement ses relations de couverture conformément aux PCGR canadiens et aux IFRS, et ce, de manière individuelle. Bien que la vaste majorité des relations de couverture soient admissibles aux termes des PCGR canadiens et des IFRS, certaines relations de couverture permises selon les PCGR canadiens ne le sont pas selon les IFRS, et vice versa. Par conséquent, en lien avec la transition aux IFRS, certaines relations de couverture désignées comme telles selon les PCGR canadiens ne répondront plus aux critères de la comptabilité de couverture selon les IFRS, alors que certaines relations de couverture qui ne répondront plus aux critères établis dans les PCGR canadiens pourront être comptabilisées comme couvertures aux termes des IFRS. De plus, différents risques sont couverts par les relations de couverture de flux de trésorerie documentées conformément aux PCGR canadiens et aux IFRS, ce qui se traduit par des degrés différents d'inefficacité des couvertures.

L'incidence nette de ces changements, soit l'augmentation des autres éléments du résultat global et une diminution correspondante des résultats non distribués, reflète le montant net des relations de couverture supplémentaires établies selon les IFRS ainsi que les ajustements au titre de leur inefficacité. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires. L'incidence sur le bénéfice des périodes présentées a trait à la constatation des différences quant à l'évaluation de l'inefficacité des couvertures ainsi qu'à la comptabilisation de la portion efficace des variations de la juste valeur liée aux relations de couverture supplémentaires établies selon les IFRS.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)**vi) Impôt** (IAS 12 – Impôts sur le résultat)

Les actifs et passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés à l'égard de toutes les différences temporelles, sauf lorsque cela est expressément défendu, sous réserve de l'appréciation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels les différences temporelles déductibles pourront être imputées. Les ajustements, au titre de l'impôt, apportés au bénéfice et aux autres éléments du résultat global reflètent l'incidence fiscale des ajustements transitoires selon les IFRS.

vii) Autres

Outre les différences indiquées ci-dessus, la banque en a cerné d'autres, de moindre importance, qui sont liées au goodwill, aux paiements fondés sur des actions et à d'autres éléments négligeables. L'incidence nette de ces ajustements est une hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires établis selon les PCGR canadiens au 30 juin 2010.

b) Rapprochement des comptes de résultat de la banque**i) Changement du mode de présentation**

La banque a changé son mode de présentation afin de le rendre conforme à celui des autres entités du Groupe HSBC qui publient leurs informations selon les IFRS. En règle générale, le nouveau mode de présentation regroupe des postes qui étaient antérieurement présentés de manière individuelle.

Les produits de commissions regroupent certains éléments de commissions qui, auparavant, étaient présentés de manière individuelle. Les produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets, comprennent les revenus de change, les revenus de négociation et les autres éléments découlant de l'évaluation à la valeur de marché compris dans le revenu autre que d'intérêts, lesquels étaient présentés comme des postes distincts aux termes des PCGR canadiens. Les produits d'intérêts nets sur les activités de négociation étaient antérieurement inclus dans le revenu net d'intérêts.

Certains postes de charges qui, auparavant, étaient présentés sous les frais autres que d'intérêts ont été reclassés dans le total des charges opérationnelles. Certaines charges de commissions qui figuraient antérieurement dans les frais autres que d'intérêts ont été reclassées dans les charges de commissions.

Distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

Aux termes des IFRS, les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Cependant, en vertu des PCGR canadiens, elles sont présentées hors de ces capitaux propres. Ainsi, en vertu des IFRS, les distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont faites directement à même les résultats non distribués et ne sont pas constatées au compte consolidé de résultat, comme c'est le cas en vertu des PCGR canadiens.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Compte consolidé de résultat du trimestre clos le 30 juin 2010

Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation conforme à ces PCGR	en millions de dollars	Reclassements	en millions de dollars	Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation conforme aux IFRS
Revenu d'intérêts	517	(10)	507	Produits d'intérêts
Frais d'intérêts	124	(8)	116	Charges d'intérêts
Revenu net d'intérêts	393	(2)	391	Produits d'intérêts nets
Frais de gestion – services de dépôt et de paiement	28	(28)		
Commissions sur les facilités de crédit	49	(49)		
Commissions sur les marchés financiers	27	(27)		
Revenus tirés de la gestion de placements	36	(36)		
		177	177	Produits de commissions
		19	19	Charges de commissions
			158	Produits de commissions nets
		20	20	Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets
		2	2	Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation
			22	Produits de négociation nets
		13	13	Profit net lié aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur
		5	5	Profits diminués des pertes liés aux placements financiers
Revenus de change	13	(13)		
Revenus tirés des services de commerce international	5	(5)		
Revenus de négociation	46	(46)		
Gains sur des titres disponibles à la vente et d'autres titres	6	(6)		
Revenu de titrisation	12	(12)		
Autres	74	(19)	55	Autres produits opérationnels
Autres gains (pertes) comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché	(25)	25		
Revenu autre que d'intérêts	271			
Total des revenus	664	(20)	644	Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit
		66	66	Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit
			578	Résultat opérationnel net
Salaires et avantages sociaux	188	–	188	Rémunération et avantages du personnel
Locaux et matériel	47	(47)	131	Charges générales et administratives
Autres	118	(118)	10	Amortissement des immobilisations corporelles
		5	5	Amortissement des immobilisations incorporelles
Frais autres que d'intérêts	353	(19)	334	Total des charges opérationnelles
Bénéfice d'exploitation net avant la dotation à la provision pour créances irrécouvrables ..	311	(67)	244	Bénéfice opérationnel
Dotation à la provision pour créances irrécouvrables	66	(66)		
		1	1	Quote-part du bénéfice des entreprises associées
Bénéfice avant la provision pour impôts sur les bénéfices	245	–	245	Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat
Provision pour impôts sur les bénéfices	71	–	71	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice attribuable à la participation sans contrôle	7	(7)		
Bénéfice net	167	7	174	Bénéfice de la période
		(7)	(7)	Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Compte consolidé de résultat du semestre clos le 30 juin 2010

Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation conforme à ces PCGR	en millions de dollars	Reclassements	en millions de dollars	Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation conforme aux IFRS
Revenu d'intérêts	1 029	(20)	1 009	Produits d'intérêts
Frais d'intérêts	256	(14)	242	Charges d'intérêts
Revenu net d'intérêts	773	(6)	767	Produits d'intérêts nets
Frais de gestion – services de dépôt et de paiement	55	(55)		
Commissions sur les facilités de crédit	94	(94)		
Commissions sur les marchés financiers	59	(59)		
Revenus tirés de la gestion de placements	69	(69)		
		338	338	Produits de commissions
		34	34	Charges de commissions
			304	Produits de commissions nets
		(54)	(54)	Perte de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets
		7	7	Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation
			(47)	Perte de négociation nette
		7	7	Profit net lié aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur
		8	8	Profits diminués des pertes liés aux placements financiers
Revenus de change	24	(24)		
Revenus tirés des services de commerce international	11	(11)		
Revenus de négociation	66	(66)		
Gains sur des titres disponibles à la vente et d'autres titres	9	(9)		
Revenu de titrisation	50	(50)		
Autres	137	(3)	134	Autres produits opérationnels
Autres gains (pertes) comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché	(137)	137		
Revenu autre que d'intérêts	437			
Total des revenus	1 210	(37)	1 173	Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit
		129	129	Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit
			1 044	Résultat opérationnel net
Salaires et avantages sociaux	365	–	365	Rémunération et avantages du personnel
Locaux et matériel	89	(89)	259	Charges générales et administratives
Autres	234	(234)	20	Amortissement des immobilisations corporelles
		8	8	Amortissement des immobilisations incorporelles
Frais autres que d'intérêts	688	(36)	652	Total des charges opérationnelles
Bénéfice d'exploitation net avant la dotation à la provision pour créances irrécouvrables ..	522	(130)	392	Bénéfice opérationnel
Dotation à la provision pour créances irrécouvrables	129	(129)	1	Quote-part du bénéfice des entreprises associées
Bénéfice avant la provision pour impôts sur les bénéfices	393	–	393	Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat
Provision pour impôts sur les bénéfices	114	–	114	Charge d'impôt sur le résultat
Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie	13	(13)		
Bénéfice net	266	13	279	Bénéfice de la période
		(13)	(13)	Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

ii) Rapprochement des PCGR canadiens et des IFRS

Ce qui suit indique les ajustements visant à rendre le compte de résultat de la banque établi selon les PCGR canadiens conforme à ses méthodes comptables en vertu des IFRS.

Compte consolidé de résultat du trimestre clos le 30 juin 2010

	PCGR canadiens en millions de dollars	Décompta- bilisation des actifs financiers titrisés en millions de dollars	Régimes à prestations définies du personnel en millions de dollars	Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente en millions de dollars	Comptabilité de couverture en millions de dollars	Impôt ¹ en millions de dollars	Autres en millions de dollars	IFRS en millions de dollars
Produits d'intérêts.....	507	65	–	–	–	–	4	576
Charges d'intérêts.....	(116)	(48)	–	–	(2)	–	–	(166)
Produits d'intérêts nets.....	391	17	–	–	(2)	–	4	410
Produits de commissions.....	177	–	–	–	–	–	4	181
Charges de commissions.....	(19)	–	–	–	–	–	(4)	(23)
Produits de commissions nets.....	158	–	–	–	–	–	–	158
Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets.....	20	29	–	28	(20)	–	2	59
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation.....	2	–	–	–	–	–	–	2
Produits de négociation nets.....	22	29	–	28	(20)	–	2	61
Profit net lié aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur....	13	–	–	–	–	–	–	13
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers.....	5	–	–	–	–	–	–	5
Autres produits opérationnels.....	55	(13)	–	–	–	–	1	43
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	644	33	–	28	(22)	–	7	690
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit.....	(66)	–	–	–	–	–	(6)	(72)
Résultat opérationnel net.....	578	33	–	28	(22)	–	1	618
Rémunération et avantages du personnel.....	(188)	–	2	–	–	–	(4)	(190)
Charges générales et administratives.....	(131)	–	–	–	–	–	1	(130)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(10)	–	–	–	–	–	–	(10)
Amortissement des immobilisations incorporelles.....	(5)	–	–	–	–	–	(1)	(6)
Total des charges opérationnelles.....	(334)	–	2	–	–	–	(4)	(336)
Bénéfice opérationnel.....	244	33	2	28	(22)	–	(3)	282
Quote-part du bénéfice des entreprises associées.....	1	–	–	–	–	–	(1)	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.....	245	33	2	28	(22)	–	(4)	282
Charge d'impôt sur le résultat.....	(71)	–	–	–	–	(11)	–	(82)
Bénéfice de la période².....	174	33	2	28	(22)	(11)	(4)	200

¹ L'incidence fiscale de tous les ajustements est présentée sous la colonne Impôt.

² Aux termes des PCGR canadiens, les distributions en lien avec les participations ne donnant pas le contrôle sont passées en charges au compte consolidé de résultat alors que, selon les IFRS, de telles participations constituent une composante des capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

Compte consolidé de résultat du semestre clos le 30 juin 2010

	PCGR canadiens en millions de dollars	Décompta- bilisation des actifs financiers titrisés en millions de dollars	Régimes à prestations définies du personnel en millions de dollars	Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente en millions de dollars	Comptabilité de couverture en millions de dollars	Impôt ¹ en millions de dollars	Autres en millions de dollars	IFRS en millions de dollars
Produits d'intérêts	1 009	110	–	–	–	–	27	1 146
Charges d'intérêts	(242)	(84)	–	–	(4)	–	(12)	(342)
Produits d'intérêts nets	767	26	–	–	(4)	–	15	804
Produits de commissions	338	–	–	–	–	–	9	347
Charges de commissions	(34)	–	–	–	–	–	(9)	(43)
Produits de commissions nets	304	–	–	–	–	–	–	304
Produits de négociation, à l'exclusion des produits d'intérêts nets	(54)	138	–	8	(4)	–	2	90
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	7	–	–	–	–	–	–	7
Produits de négociation nets	(47)	138	–	8	(4)	–	2	97
Profit net lié aux instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur ...	7	–	–	–	–	–	(2)	5
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	8	–	–	–	–	–	–	8
Autres produits opérationnels	134	(50)	–	–	–	–	1	85
Résultat opérationnel net avant les charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	1 173	114	–	8	(8)	–	16	1 303
Charges de dépréciation liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	(129)	–	–	–	–	–	(12)	(141)
Résultat opérationnel net	1 044	114	–	8	(8)	–	4	1 162
Rémunération et avantages du personnel	(365)	–	4	–	–	–	(9)	(370)
Charges générales et administratives	(259)	–	–	–	–	–	2	(257)
Amortissement des immobilisations corporelles	(20)	–	–	–	–	–	–	(20)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(8)	–	–	–	–	–	(1)	(9)
Total des charges opérationnelles	(652)	–	4	–	–	–	(8)	(656)
Bénéfice opérationnel	392	114	4	8	(8)	–	(4)	506
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	1	–	–	–	–	–	(1)	–
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	393	114	4	8	(8)	–	(5)	506
Charge d'impôt sur le résultat	(114)	–	–	–	–	(38)	–	(152)
Bénéfice de la période²	279	114	4	8	(8)	(38)	(5)	354

¹ L'incidence fiscale de tous les ajustements est présentée sous la colonne Impôt.

² Aux termes des PCGR canadiens, les distributions en lien avec les participations ne donnant pas le contrôle sont passées en charges au compte consolidé de résultat alors que, selon les IFRS, de telles participations constituent une composante des capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

c) Rapprochement des états de la situation financière de la banque

i) Changement du mode de présentation

Selon le nouveau mode de présentation, dans l'état de la situation financière, les actifs et les passifs sont regroupés conformément au classement des instruments financiers prescrit par l'IAS 39.

Les principaux reclassements liés à la présentation comprennent les suivants :

Actifs

- Conformément à la nouvelle présentation, les actifs détenus à des fins de transaction comprennent les actifs financiers classés dans cette catégorie au compte de résultat qui étaient présentés antérieurement dans les dépôts auprès d'établissements financiers réglementés, les titres détenus à des fins de transaction, les prêts et les autres actifs.
- Les prêts et avances à des banques et les prêts et avances à des clients tiennent compte des valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente, lesquelles étaient présentées antérieurement dans les valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente.
- Les placements financiers comprennent les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente, lesquels étaient présentés antérieurement dans les titres disponibles à la vente ainsi que certains éléments qui étaient présentés antérieurement dans les dépôts auprès d'établissements financiers réglementés.

Passifs

- Les passifs détenus à des fins de transaction, selon le nouveau mode de présentation, incluent les passifs classés dans cette catégorie qui, auparavant, étaient présentés comme des dépôts, des valeurs mobilières vendues à découvert et certains éléments présentés dans les passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts, et certains éléments présentés dans les autres passifs.
- Les titres de créance émis comprennent ceux à l'égard desquels des certificats cessibles ont été émis et qui, antérieurement, étaient présentés en tant que dépôts et passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts.
- Les passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts, selon le mode de présentation antérieur, ont été reclassés dans les passifs détenus à des fins de transaction, dans les passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur ou dans les titres de créance émis, selon ce qui convenait.
- Les valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat sont présentées dans les dépôts effectués par des banques lorsque la contrepartie est une institution financière et dans les comptes des clients lorsqu'elle n'en n'est pas une.

Les reclassements décrits ci-dessous ont été faits en raison des exigences des IFRS en matière de présentation.

Participations ne donnant pas le contrôle

- Selon les IFRS, les participations de donnant pas le contrôle sont présentées comme une composante du total des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Toutefois, selon les PCGR canadiens, de telles participations étaient présentées hors de ces capitaux propres.

Titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières

- Certains titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières étaient classés comme des prêts et créances et étaient présentés antérieurement comme des dépôts auprès d'établissements financiers réglementés aux termes des PCGR canadiens. En vertu des IFRS, ces titres sont désignés comme étant disponibles à la vente et sont présentés en tant que placements financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

État consolidé de la situation financière au 30 juin 2010

Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation selon ces PCGR	en millions de dollars	Reclassements	en millions de dollars	Chiffres en vertu des PCGR canadiens, selon le mode de présentation conforme aux IFRS
ACTIFS				ACTIFS
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt auprès de la Banque du Canada et d'autres banques	588	(510)	78	Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale
Dépôts auprès d'établissements financiers réglementés	1 222	(1 222)		
		123	123	Effets en cours de compensation auprès d'autres banques
Titres disponibles à la vente.....	13 276	(13 276)		
Titres détenus à des fins de transaction.....	2 450	(2 450)		
Autres titres	40	(40)		
		4 000	4 000	Actifs détenus à des fins de transaction
		1 349	1 349	Dérivés
Valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente	8 374	(8 374)		
		3 928	3 928	Prêts et avances à des banques
Prêts	37 652	4 499	42 151	Prêts et avances à des clients
		14 221	14 221	Placements financiers
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 593	(4 593)		
Instruments dérivés	1 349	(1 349)		
Terrains, immeubles et matériel	125	(125)		
Autres éléments d'actif	1 825	(1 496)	329	Autres actifs
		471	471	Paiements anticipés et produits à recevoir
		4 593	4 593	Engagements de clients en contrepartie d'acceptations
		40	40	Participation dans des entreprises associées
		125	125	Immobilisations corporelles
		86	86	Goodwill et immobilisations incorporelles
Total des actifs	71 494	-	71 494	Total des actifs
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES
		1 312	1 312	Dépôts effectués par des banques
Dépôts	51 786	(6 818)	44 968	Comptes des clients
		142	142	Effets en transit vers d'autres banques
		3 457	3 457	Passifs détenus à des fins de transaction
		915	915	Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur
		1 030	1 030	Dérivés
		7 689	7 689	Titres de créance émis
		1 464	1 464	Autres passifs
Acceptations	4 593	-	4 593	Acceptations
		521	521	Charges à payer et produits différés
Passifs de filiales portant intérêt, autres que les dépôts	2 359	(2 359)		
Instruments dérivés	1 030	(1 030)		
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	1 411	(1 411)		
Titres vendus à découvert	1 572	(1 572)		
Autres éléments de passif	3 055	(3 055)		
		124	124	Passifs au titre des prestations de retraite
		333	333	Créances subordonnées
Participation sans contrôle dans la fiducie et une filiale	430	(430)		
Total des passifs	66 236	312	66 548	Total des passifs
Débtures subordonnées	742	(742)		
Capitaux propres				Capitaux propres
Actions privilégiées.....	946	-	946	Actions préférentielles
Actions ordinaires	1 225	-	1 225	Actions ordinaires
Surplus d'apport	10	(10)		
Bénéfices non répartis	2 209	10	2 219	Résultats non distribués
Cumul des autres éléments du résultat étendu	126	-	126	Autres réserves
		430	430	Participations ne donnant pas le contrôle
Total des capitaux propres	4 516	430	4 946	Total des capitaux propres
Total des passifs et des capitaux propres	71 494	-	71 494	Total des passifs et des capitaux propres

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

ii) Rapprochement des PCGR canadiens et des IFRS

Ce qui suit indique les ajustements visant à rendre l'état de la situation financière de la banque établi selon les PCGR canadiens conforme à ses méthodes comptables en vertu des IFRS.

État consolidé de la situation financière au 30 juin 2010

	PCGR canadiens en millions de dollars	Décompta- bilisation des actifs financiers titrisés en millions de dollars	Régimes à prestations définies du personnel en millions de dollars	Traitement des opérations de change sur les titres disponibles à la vente en millions de dollars	Désignation des titres de créance détenus auprès d'autres institutions financières en millions de dollars	Comptabilité de couverture en millions de dollars	Impôt ¹ en millions de dollars	Autres en millions de dollars	IFRS en millions de dollars
ACTIFS									
Trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale.....	78	-	-	-	-	-	-	-	78
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques.....	123	-	-	-	-	-	-	-	123
Actifs détenus à des fins de transaction.....	4 000	-	-	-	-	-	-	-	4 000
Dérivés.....	1 349	(6)	-	-	-	-	-	-	1 343
Prêts et avances à des banques.....	3 928	-	-	-	-	-	-	-	3 928
Prêts et avances à des clients.....	42 151	7 849	-	-	-	-	-	16	50 016
Placements financiers.....	14 221	37	-	-	10	-	-	-	14 268
Autres actifs.....	329	(86)	(2)	-	-	-	66	7	314
Paiements anticipés et produits à recevoir.....	471	(203)	(84)	-	-	-	-	-	184
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations.....	4 593	-	-	-	-	-	-	-	4 593
Participation dans des entreprises associées.....	40	-	-	-	-	-	1	-	41
Immobilisations corporelles.....	125	-	-	-	-	-	-	1	126
Goodwill et immobilisations incorporelles.....	86	-	-	-	-	-	-	13	99
Total des actifs.....	71 494	7 591	(86)	-	10	-	67	37	79 113
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES									
Passifs									
Dépôts effectués par des banques.....	1 312	(160)	-	-	-	-	-	-	1 152
Comptes des clients.....	44 968	(828)	-	-	-	-	-	-	44 140
Effets en transit vers d'autres banques.....	142	-	-	-	-	-	-	-	142
Passifs détenus à des fins de transaction.....	3 457	-	-	-	-	-	-	-	3 457
Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur.....	915	-	-	-	-	-	-	-	915
Dérivés.....	1 030	(157)	-	-	-	-	-	-	873
Titres de créance émis.....	7 689	8 867	-	-	-	-	-	-	16 556
Autres passifs.....	1 464	(138)	-	-	-	-	-	3	1 329
Acceptations.....	4 593	-	-	-	-	-	-	-	4 593
Charges à payer et produits différés.....	521	-	-	-	-	-	-	(2)	519
Passifs au titre des prestations de retraite.....	124	-	146	-	-	-	-	-	270
Créances subordonnées.....	333	-	-	-	-	-	-	-	333
Total des passifs.....	66 548	7 584	146	-	-	-	-	1	74 279
Capitaux propres									
Actions préférentielles.....	946	-	-	-	-	-	-	-	946
Actions ordinaires.....	1 225	-	-	-	-	-	-	-	1 225
Autres réserves.....	126	(1)	-	91	10	74	(52)	4	252
Résultats non distribués.....	2 219	8	(232)	(91)	-	(74)	119	32	1 981
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires.....	4 516	7	(232)	-	10	-	67	36	4 404
Participations ne donnant pas le contrôle.....	430	-	-	-	-	-	-	-	430
Total des capitaux propres.....	4 946	7	(232)	-	10	-	67	36	4 834
Total des passifs et des capitaux propres.....	71 494	7 591	(86)	-	10	-	67	37	79 113

¹ L'incidence fiscale de tous les ajustements est présentée sous la colonne Impôt.

Notes afférentes aux états financiers consolidés (non audité) (suite)

d) Incidence de la transition aux IFRS sur le tableau des flux de trésorerie

Aux termes des PCGR canadiens, la banque désignait la trésorerie et les équivalents de trésorerie comme de l'encaisse et des soldes détenus dans la banque centrale.

Selon les IFRS, la banque a harmonisé sa méthode avec celle du Groupe et définit la trésorerie et les équivalents de trésorerie comme étant de la trésorerie et des soldes détenus dans la banque centrale, des bons du Trésor et d'autres lettres de change admissibles, des prêts et avances à des banques, des effets en cours de compensation auprès d'autres banques ou des effets en transit vers d'autres banques et des certificats de dépôt. Par conséquent, la banque a inclus d'autres équivalents de trésorerie, lesquels sont des placements à court terme hautement liquides et détenus en vue de combler les besoins de liquidités à court terme et non à des fins de placement qui sont convertibles en montants connus de trésorerie ou dont l'échéance est si rapprochée qu'ils présentent un risque négligeable de variation de la valeur. L'inclusion des équivalents de trésorerie dans les flux de trésorerie présentés n'a eu aucune incidence importante sur les flux de trésorerie nets des périodes indiquées.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES PRINCIPAUX BUREAUX

Vancouver (siège social) :

Banque HSBC Canada
885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télé. : 604-641-1849

Toronto :

Banque HSBC Canada
70 York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9
Tél. : 416-868-8000
Télé. : 416-868-3800

ADRESSE INTERNET

hsbc.ca

DEMANDES DES MÉDIAS

Ernest Yee (604) 641-2973
Sharon Wilks (416) 868-3878
Fabrice de Dongo (416) 868-8282

Pour tout renseignement concernant les dividendes, pour un changement d'adresse ou pour nous aviser d'un envoi en double, les actionnaires doivent s'adresser aux :

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Shareholder Service Department
9th floor, 100 University Avenue
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1

Tél. : 1-800-564-6253
Télé. : 1-866-249-7775

Pour tout autre renseignement, les actionnaires doivent s'adresser au service des relations avec les actionnaires :

Banque HSBC Canada
Shareholder Relations
885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Courriel : Shareholder_relations@hsbc.ca

Santokh Birk (604) 641-1918
Chris Young (604) 641-1976

Les titres de la Banque HSBC Canada sont inscrits à la Bourse de Toronto.

Banque HSBC Canada

Actions préférentielles de catégorie 1, série C (HSB.PR.C)
Actions préférentielles de catégorie 1, série D (HSB.PR.D)
Actions préférentielles de catégorie 1, série E (HSB.PR.E)

La Banque HSBC Canada, filiale de la société HSBC Holdings plc, est le chef de file des banques internationales au Canada et possède plus de 260 bureaux au pays, dont plus de 140 succursales bancaires. Avec un actif de 2 455 milliards de \$US au 31 décembre 2010, le Groupe HSBC, qui compte environ 7 500 bureaux répartis dans 87 pays et territoires, se classe parmi les consortiums de services bancaires et financiers les plus importants au monde.

© Banque HSBC Canada 2011

Tous droits réservés

Toute reproduction, transmission ou mise en mémoire de cette publication sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, par photocopie, par enregistrement ou autre, est interdite sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Banque HSBC Canada.

Publié par la Banque HSBC Canada, Vancouver
Imprimé par Western Printers, Burnaby